

**CONSEIL COMMUNAL DU 5 MAI 2014**

**GEMEENTERAAD VAN 5 MEI 2014**

**REGISTRE - REGISTER**

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Patrick Lenaers, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Rik Baeten, Jean Laurent, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, André du Bus de Warnaffe, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Marie-Rose Geuten, Colette Njomgang, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ;
Verontschuldigd	Rachid Madrane, Gisèle Mandaila, Chantal Hoornaert, Viviane Scholliers, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:15  
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:15

L'urgence du point 17 de la séance publique est adoptée à l'unanimité.

De urgentie van de punt 17 van de openbare zitting wordt met éénparigheid van stemmen aangenomen.

**05.05.2014/A/001 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 31.03.2014 - Approbation  
Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 31.03.2014 - Goedkeuring**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

05.05.2014/A/002 **Plan général d'urgence et d'intervention (PGUI) - information à la population dans le cadre des missions de planification d'urgence et de gestion de crise BE-ALERT - convention avec la s.a. THALES - approbation.**  
**Algemene Nood- en Interventieplan (ANIP) - inlichtingen van de bevolking in het kader van noodplanificatie en beheercrisis BE ALERT - overeenkomst met de n.v. THALES - goedkeuring**

Le Conseil communal,

Vu l'article 135 § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 9 de la Loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, lequel précise : « § 4. Dans chaque commune, le bourgmestre établit un plan général d'urgence et d'intervention qui prévoit les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de la situation d'urgence, en ce compris les mesures à prendre et l'organisation des secours...»

Vu l'Arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention;

Considérant le plan général d'urgence et d'intervention communal amendé;

Considérant qu'en situation d'urgence, la population est alertée et informée par les autorités responsables de la gestion de crise (commune, province ou Fédéral) tel que prévu par les arrêtés royaux des 31 janvier 2003 et 16 février 2006 ;

Considérant que les possibilités d'alerte via le réseau de sirènes et les véhicules avec haut-parleurs sont cependant limitées quant à leur contenu mais également au niveau géographique, technique et humain, raison pour laquelle le Centre de Crise travaille à la modernisation des canaux d'alerte ;

Considérant que le Centre de crise a conclu en novembre 2013 avec la société THALES Belgium un marché de services concernant un Système d'Alerte et d'Information à la Population en situation d'urgence (BE-ALERT) ;

Considérant que le Centre de Crise et la société THALES Belgium s'engagent à faire bénéficier les autorités locales des clauses et conditions de ce marché, ainsi que des reconductions éventuelles, conformément à l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 ;

Considérant qu'une autorité locale confrontée à une situation d'urgence pourra dès lors, si elle l'estime nécessaire, déclencher rapidement une alerte à la population via tous les canaux disponibles, en bénéficiant des conditions identiques à celles obtenues par le Centre de crise dans le cadre de ce marché de service ;

Considérant que ce projet BE ALERT commence par l'utilisation des SMS, qu'il s'agit

des premiers pas d'un système plus global qui intégrera d'autres canaux disponibles ;

Considérant que le développement de ce projet associe les 11 provinces et 33 communes pilotes dont Etterbeek;

Considérant que les coûts liés à l'utilisation effective de BE-ALERT sont supportés par l'autorité qui déclenche l'alerte. Ces coûts recouvrent les frais liés aux communications payantes (messages vocaux et SMS) et que les courriels, les messages diffusés via les médias sociaux et les fax sont gratuits ;

Considérant que des unités de communications prépayées sont mises à disposition de la Commune gratuitement uniquement pour des tests techniques (tels que décrit dans le « Guide d'utilisation » joint en annexe) ;

Considérant que la présente convention (et le « Guide d'utilisation » joint en annexe) a pour objectif de définir les conditions d'utilisation de BE-ALERT.

Considérant que, en vue d'assurer une sécurité juridique et de permettre une authentification sûre lors du déclenchement de l'alerte, la conclusion de cette convention est un préalable à toute utilisation de BE-ALERT par l'autorité compétente.

Vu le rapport au Collège du 19 mars 2014;

DECIDE d'approuver la convention avec la s.a. THALES dans le cadre des missions de planification d'urgence et de gestion de crise BE-ALERT.

Convention entre la société THALES Belgium et une Commune dans le cadre des missions de planification d'urgence et de gestion de crise.

Adhésion à la centrale de marchés constituée par le Service Public Fédéral Intérieur, pour la fourniture du Portail informatique pour l'alerte et l'information de la Population en situation d'urgence : BE-ALERT

#### Préambule

En situation d'urgence, la population est alertée et informée par les autorités responsables de la gestion de crise tel que prévu par les arrêtés royaux des 31 janvier 2003 et 16 février 2006.

Dans le cadre de ses missions de planification d'urgence et de gestion de crise au niveau national, la Direction Générale du Centre de Crise (SPF Intérieur) veille au développement et à l'harmonisation de la Discipline 5 pour une alerte et information optimale de la population en situation d'urgence.

Généralement, les possibilités d'alerte via le réseau de sirènes et les véhicules avec haut-parleurs sont cependant limitées quant à leur contenu mais également au niveau géographique, technique et humain. C'est la raison pour laquelle le Centre de Crise

travaille à la modernisation des canaux d'alerte.

A cet effet, en novembre 2013, le Centre de crise a conclu avec la société THALES Belgium un marché de services concernant un Système d'Alerte et d'Information à la Population en situation d'urgence (BE-ALERT).

Le Centre de Crise agit en tant que Centrale de Marchés au sens de l'article 2,4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

De ce fait, le Centre de Crise et la société THALES Belgium s'engagent à faire bénéficier les autorités locales des clauses et conditions de ce marché, ainsi que des reconductions éventuelles, conformément à l'article 15 de la loi du 15 juin 2006.

Une autorité locale confrontée à une situation d'urgence pourra dès lors, si elle l'estime nécessaire, déclencher rapidement une alerte à la population via tous les canaux disponibles, en bénéficiant des conditions identiques à celles obtenues par le Centre de crise dans le cadre de ce marché de service.

#### Objectif de la Convention

La présente convention (et le « Guide d'utilisation » joint en annexe) a pour objectif de définir les conditions d'utilisation de BE-ALERT.

En vue d'assurer une sécurité juridique et de permettre une authentification sûre lors du déclenchement de l'alerte, la conclusion de cette convention est un préalable à toute utilisation de BE-ALERT par l'autorité compétente.

Afin de faciliter l'utilisation rapide de cet outil, les autorités sont invitées à signer la présente Convention dans le cadre de leur préparation aux situations d'urgence.

#### Parties à la Convention

La présente Convention est signée entre une Commune et la société THALES Belgium.

En l'occurrence :

Le bourgmestre de la Commune de Etterbeek

Nom : Vincent DE WOLF

Adresse : Maison communale, Avenue d'Auderghem 113, 1040 Etterbeek

La société THALES Belgium S.A.,

Rue des Frères Taymans, 28

1480 TUBIZE

Représentée par :

Nom : Alain QUEVRIN

Fonction : Chief Executive Officer

### Spécificité de BE-ALERT

De manière générale, les conditions fixées pour la société THALES Belgium dans l'accord-cadre conclu avec le Centre de crise s'applique à la présente convention. Les clauses et conditions administratives et techniques du marché de services sont disponibles sur le site <https://enot.publicprocurement.be> sous la référence DGCC/AL/2013/003.

### Conditions préalables d'utilisation par l'autorité locale

Par la présente convention, la Commune s'engage :

- à une totale confidentialité quant aux clauses et conditions de ce marché, en particulier en ce qui concerne les conditions de prix, et ce, pendant toute la durée de la présente convention ;
- à ne pas revendre à des tiers les services acquis dans le cadre de la présente convention ;
- à constituer une réserve budgétaire suffisante, afin de s'assurer du paiement effectif de l'adjudicataire du marché des commandes effectuées, comme décrit dans le cahier de charge DGCC/AL/2013/003 ;
- à ne pas poursuivre ou conclure d'autres marchés avec l'adjudicataire pour la fourniture des services décrits ci-avant pour la durée de la présente convention ;
- à n'utiliser la solution que dans le cadre strict de l'Arrêté Royal du 16 février 2006 sur les Plans d'urgence et d'intervention ;

Le non-respect de l'une de ses clauses est susceptible de mettre fin à la mise à disposition du portail informatique à la Commune.

### Modalités d'activation et d'utilisation par l'autorité locale

En cas de situation d'urgence gérée au niveau communal tel que définit par l'arrêté royal du 16 février 2006, le Bourgmestre, ou toute personne habilitée, peut utiliser BE-ALERT pour alerter et informer la population concernée.

### Conditions préalables

L'autorité locale veille à tenir à jour les données nécessaires à l'activation de BE-ALERT, notamment les coordonnées des personnes habilitées (leurs codes d'accès et mots de passe).

Par ailleurs, l'autorité locale veille à rassembler et tenir à jour, dans le cadre du plan monodisciplinaire d'intervention « Information de la population », des informations utiles permettant une activation rapide et efficace de BE-ALERT (conformément au « Guide d'utilisation » joint en annexe).

### Procédure d'activation

Afin de déclencher une alerte, l'autorité locale suit la procédure reprise dans le « Guide d'utilisation » et les documents utiles remis dans le cadre de la formation.

### Conditions financières

Les frais liés à la mise en place, la formation et la garantie de fonctionnement du système sont supportés par le SPF Intérieur pour toutes les autorités concernées.

Les coûts liés à l'utilisation effective de BE-ALERT sont supportés par l'autorité qui déclenche l'alerte. Ces coûts recouvrent les frais liés aux communications payantes (messages vocaux et SMS). Les courriels, les messages diffusés via les médias sociaux et les fax sont gratuits.

Des unités de communications prépayées sont mises à disposition de la Commune gratuitement uniquement pour des tests techniques (tels que décrit dans le « Guide d'utilisation » joint en annexe).

Pour d'autres besoins, des unités de communications prépayées (0,05€ l'unité) peuvent être achetées directement au fournisseur au nom de la Commune qui, de ce fait, se substitue au Centre de Crise quant à ses droits et responsabilités lors de l'exécution de ses commandes.

Les unités de communications doivent être commandés par multiple de 10.000 unités, soit 500,00 €.

Les bons de commandes des Communes sont adressés au fournisseur, mais transmis par fax ou par courriel au Service Alerte du Centre de crise (02/503.14.31 ou [alerte@ibz.fgov.be](mailto:alerte@ibz.fgov.be)) au minimum 2 semaines avant la date de livraison des unités demandées. Les demandes sont encodées par le Service Alerte via le portail COL (Customer On-Line) de THALES Belgium.

Un bon de commande type est annexé à la présente convention.

#### Exercices

L'autorité locale peut aussi tester BE-ALERT dans le cadre d'un exercice de planification d'urgence et de gestion de crise (conformément à la politique d'exercice telle que définie dans le « Guide d'utilisation » joint en annexe).

L'autorité locale devra au préalable en informer le Centre de crise par écrit, au minimum 4 semaines avant la date prévue pour l'exercice. Des contacts ultérieurs préciseront les modalités d'activation dans le cadre d'une convention spécifique propre à l'exercice.

Les coûts éventuels liés à l'utilisation de BE-ALERT dans le cadre d'un tel exercice de gestion de crise sont supportés par l'autorité locale.

#### Durée de la convention

La présente convention s'inscrit dans l'accord-cadre conclu entre le Centre de crise et la société THALES Belgium. Elle conclue pour la durée du projet pilote (un an, renouvelable au maximum une fois).

Elle est résiliable ad nutum par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée.

La résiliation ou l'expiration du contrat-cadre entre le Centre de crise et THALES Belgium met fin automatiquement à la présente convention.

#### Litiges

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relève de la compétence exclusive des cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

#### Annexes

Vous trouverez ci-joint, un « Guide d'utilisation » faisant partie intégrante de la présente convention.

Celui-ci est susceptible d'être mis à jour.

Fait à Etterbeek, le.....

En deux exemplaires originaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op het artikel 135 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 9 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid: "§ 4. In elke gemeente stelt de burgemeester een algemeen nood- en interventieplan op dat de algemene richtlijnen en de noodzakelijke informatie bevat om het beheer van de noodsituatie te verzorgen, hierin inbegrepen de te treffen maatregelen en de organisatie van de hulpverlening...";

gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen;

gelet op het verbeterde Gemeentelijk Algemeen Nood- en Interventieplan;

overwegende dat de bevolking in noodsituaties gealarmeerd en geïnformeerd wordt door de overheden die instaan voor het crisisbeheer (gemeente, provincie of federaal), zoals vastgelegd door de koninklijke besluiten van 31 januari en 16 februari 2006.

overwegende dat de alarmeringsmogelijkheden via het sirenenetwerk en de voertuigen met luidsprekers over het algemeen beperkt zijn wat de inhoud ervan betreft, maar ook op geografisch, technisch en menselijk niveau; dat het crisiscentrum om deze reden

werkt aan de modernisering van de alarmeringskanalen;

overwegende dat het crisiscentrum in november 2013 met de firma THALES Belgium een overheidsopdracht voor diensten gesloten heeft betreffende een systeem voor alarmering van en informatie aan de bevolking in noodsituaties (BE-ALERT);

overwegende dat het crisiscentrum en de firma Thales Belgium zich ertoe verbinden om de lokale overheden te laten genieten van de clausules en voorwaarden van deze opdracht, alsook van de eventuele verlengingen, in overeenstemming met artikel 15 van de wet van 15 juni 2006.

overwegende dat een lokale overheid die geconfronteerd wordt met een noodsituatie derhalve, indien zij dit noodzakelijk acht, snel een alarmering van de bevolking in werking zal kunnen zetten via de beschikbare kanalen, waarbij zij genieten van voorwaarden die identiek zijn aan de voorwaarden verkregen door het crisiscentrum in het kader van deze overheidsopdracht.

overwegende dat het project BE ALERT begint met het gebruik van sms-berichten; dat het gaat om de eerste fase van een algemeen systeem waar de andere beschikbare kanalen in geïntegreerd worden;

overwegende dat de elf provincies en 33 pilootgemeenten deelnemen aan het project, waaronder ook Etterbeek;

overwegende dat de kosten verbonden aan het effectieve gebruik van BE-ALERT gedragen worden door de overheid die de alarmering in werking stelt. Deze kosten dekken de kosten verbonden aan de betalende berichten (spraakberichten en SMS). E-mails, berichten verspreid via sociale media en faxberichten zijn gratis;

overwegende dat er enkel voor technische tests gratis prepaid communicatie-eenheden ter beschikking gesteld worden van de gemeente (zoals beschreven in de 'Gebruiksaanwijzing' in bijlage);

overwegende dat deze overeenkomst (en de Gebruiksaanwijzing in bijlage) tot doel hebben de gebruiksvoorwaarden van BE-ALERT vast te leggen.

overwegende dat om rechtszekerheid te waarborgen en veilige legalisatie mogelijk te maken bij het in werking stellen van de alarmering, het afsluiten van deze overeenkomst een basisvoorwaarde vormt voor elk gebruik van BE-ALERT door de bevoegde overheid;

gelet op het verslag aan het college van 03 april 2014;

**BESLIST**

de onderstaande overeenkomst met de firma THALES Belgium in het kader van de



opdrachten inzake noodplanning en crisisbeheer goed te keuren.

## Overeenkomst

Aansluiting bij de opdrachtcentrale vanwege de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, voor de levering van het webportaal voor de alarmering van en de informatie aan de bevolking in noodsituaties : BE-ALERT

## Inleiding

In noodsituaties wordt de bevolking gealarmeerd en geïnformeerd door de overheden die verantwoordelijk zijn voor het crisisbeheer zoals voorzien door de koninklijke besluiten van 31 januari 2003 en 16 februari 2006.

In het kader van haar opdrachten inzake noodplanning en crisisbeheer op nationaal niveau, ziet de Algemene Directie van het Crisiscentrum (FOD Binnenlandse Zaken) toe op de ontwikkeling en de harmonisatie van Discipline 5 voor een optimale alarmering van en informatie aan de bevolking in noodsituaties.

Over het algemeen zijn de alarmeringsmogelijkheden via het sirenenetwerk en de voertuigen met luidsprekers echter beperkt wat de inhoud ervan betreft, maar ook op geografisch, technisch en menselijk niveau. Daarom werkt het Crisiscentrum aan de modernisering van de alarmeringskanalen.

Hiertoe heeft het Crisiscentrum in november 2013 met de firma THALES Belgium een overheidsopdracht voor diensten afgesloten betreffende een systeem inzake alarmering van en informatie aan de bevolking in noodsituaties (BE-ALERT).

Het Crisiscentrum treedt op als Opdrachtcentrale in de zin van artikel 2,4° van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Dientengevolge verbinden het Crisiscentrum en de firma THALES Belgium zich ertoe om de lokale overheden te laten genieten van de clausules en voorwaarden van deze opdracht, alsook van de eventuele verlengingen, in overeenstemming met artikel 15 van de wet van 15 juni 2006.

Een lokale overheid die geconfronteerd wordt met een noodsituatie zal derhalve, indien zij dit noodzakelijk acht, snel een alarmering van de bevolking in werking kunnen zetten via de beschikbare kanalen, waarbij zij genieten van voorwaarden die identiek zijn aan de voorwaarden verkregen door het Crisiscentrum in het kader van deze overheidsopdracht.

## Doel van de overeenkomst

Deze overeenkomst (en de « Gebruiksaanwijzing » als bijlage) heeft als doel om de gebruiksvoorwaarden van BE-ALERT te definiëren.

Om een rechtszekerheid te waarborgen en een veilige legalisatie mogelijk te maken bij het in werking stellen van de alarmering, is het afsluiten van deze overeenkomst een basisvoorwaarde voor elk gebruik van BE-ALERT door de bevoegde overheid.

Om het snelle gebruik ervan te vergemakkelijken, worden de overheden verzocht om deze overeenkomst te ondertekenen in het kader van de voorbereiding op noodsituaties.

Partijen bij de overeenkomst

Deze overeenkomst wordt ondertekend tussen een Gemeente en de firma THALES Belgium.

In casu :

De burgemeester van de Gemeente Etterbeek,

Naam : Vincent DE WOLF

Adres : Gemeentehuis, Oudergemselaan 113, 1040 Etterbeek

De firma THALES Belgium S.A.,

Rue des Frères Taymans, 28

1480 TUBIZE

Vertegenwoordigd door :

Naam : Alain QUEVRIN

Functie : Chief Executive Officer

Specificiteit van BE-ALERT

Over het algemeen zijn de voorwaarden die voor de firma THALES Belgium werden vastgelegd in de raamovereenkomst afgesloten met het Crisiscentrum van toepassing op deze overeenkomst. De administratieve en technische clausules en voorwaarden van de overheidsopdracht voor diensten zijn beschikbaar op de website <https://enot.publicprocurement.be> onder de referentie DGCC/AL/2013/003.

Randvoorwaarden inzake het gebruik door de lokale overheid

Door deze overeenkomst, verbindt de Gemeente zich :

tot een volledige vertrouwelijkheid wat de clausules en voorwaarden van deze opdracht betreft, in het bijzonder voor wat de prijsvoorwaarden betreft, en dit tijdens de volledige duur van deze overeenkomst;

ertoe om de diensten verworven in het kader van deze overeenkomst niet aan derden door te verkopen;

ertoe om een toereikende begrotingsreserve te vormen, om zich te verzekeren van de effectieve betaling van de aannemer van de opdracht voor de uitgevoerde bestellingen, zoals beschreven in het bestek DGCC/AL/2013/003;

ertoe om geen andere opdrachten voort te zetten of af te sluiten met de opdrachtnemer voor de levering van de hierboven beschreven diensten voor de duur van deze overeenkomst;

ertoe om het enkel te gebruiken in het strikte kader van het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen ;

Het niet naleven van één van de clausules ervan kan een einde stellen aan het ter beschikking stellen van het webportaal aan de Gemeente.

Modaliteiten inzake de activering en het gebruik door de lokale overheid

In geval van een noodsituatie die wordt beheerd op gemeentelijk niveau zoals gedefinieerd door het koninklijk besluit van 16 februari 2006, kan de burgemeester, of elke bevoegde persoon, BE-ALERT gebruiken om de betrokken bevolking te alarmeren en te informeren.

Randvoorwaarden

De lokale overheid zorgt ervoor dat de gegevens die noodzakelijk zijn voor de activering van

BE-ALERT steeds up-to-date zijn, namelijk de gegevens van de bevoegde personen (hun toegangscode en wachtwoorden).

De lokale overheid ziet er overigens op toe, in het kader van het monodisciplinair interventieplan « Informatie aan de bevolking », nuttige informatie te verzamelen en up-to-date te houden die een snelle en efficiënte activering van BE-ALERT (in overeenstemming met de « Gebruiksaanwijzing » in bijlage) mogelijk maakt.

Activeringsprocedure

Om een alarmering in werking te stellen, volgt de lokale overheid de procedure die vermeld wordt in de « Gebruiksaanwijzing » en de documenten die overhandigd werden in het kader van de opleiding.

Financiële voorwaarden

De kosten verbonden aan de creatie, de opleiding en de werkingsgarantie van het systeem worden voor alle betrokken overheden gedragen door de FOD Binnenlandse Zaken.

De kosten verbonden aan het effectieve gebruik van BE-ALERT worden gedragen door de overheid die de alarmering in werking stelt. Deze kosten dekken de kosten verbonden aan de betalende berichten (spraakberichten en SMS). E-mails, berichten verspreid via sociale media en faxberichten zijn gratis.

Uitsluitend voor technische tests worden gratis prepaid communicatie-eenheden ter beschikking gesteld van de gemeente (zoals beschreven in de « Gebruiksaanwijzing » als bijlage).

Voor andere behoeften kunnen prepaid communicatie-eenheden (0,05€ per eenheid) rechtstreeks aangekocht worden bij de leverancier in naam van de gemeente die zich daardoor in de plaats stelt van het Crisiscentrum wat haar rechten en verantwoordelijkheden bij de uitvoering van haar bestellingen betreft.

De communicatie-eenheden moeten besteld worden per veelvoud van 10.000 eenheden,

zijnde 500,00 €.

De bestelbons van de Gemeenten worden gestuurd naar de leverancier, maar worden ten minste 2 weken voor de leveringsdatum van de gevraagde eenheden per fax of per e-mail overgemaakt aan de Dienst Alarmering van het Crisiscentrum (02/503.14.31 of [alerte@ibz.fgov.be](mailto:alerte@ibz.fgov.be)). De aanvragen worden door de Dienst Alarmering ingevoerd via het webportaal COL (Customer On-Line) van THALES Belgium. Een standaardbestelbon is bijgevoegd aan deze overeenkomst.

#### Oefeningen

De lokale overheid kan BE-ALERT ook testen in het kader van een noodplanoefening (in overeenstemming met het oefeningenbeleid zoals gedefinieerd in de « Gebruiksaanwijzing » in bijlage).

De lokale overheid zal het Crisiscentrum voorafgaand hiervan schriftelijk op de hoogte moeten stellen, ten minste 4 weken voor de datum die voorzien werd voor de oefening. Latere contacten zullen de activeringsmodaliteiten preciseren in het kader van een specifieke overeenkomst eigen aan de oefening.

De eventuele kosten verbonden aan het gebruik van BE-ALERT in het kader van een dergelijke oefening inzake crisisbeheer worden gedragen door de lokale overheid.

#### Duur van de overeenkomst

Deze overeenkomst sluit aan bij de raamovereenkomst die werd afgesloten tussen het Crisiscentrum en THALES Belgium.

Deze overeenkomst wordt voor de duur van het proefproject (één jaar, maximum één keer hernieuwbaar) afgesloten.

De overeenkomst kan ad nutum ontbonden worden door elk van de partijen mits een opzeg van 3 maanden, aangezegd per aangetekend schrijven.

De ontbinding en het aflopen van de kaderovereenkomst tussen het Crisiscentrum en THALES Belgium stelt automatisch een einde aan deze overeenkomst.

#### Geschillen

Elk geschil met betrekking tot de uitvoering van deze overeenkomst valt onder de exclusieve bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

#### Bijlagen

Als bijlage vindt u een « Gebruiksaanwijzing » die integraal deel uitmaakt van deze overeenkomst.

Deze kan geüpdatet worden.

Gedaan te Etterbeek, op.....

In twee originele exemplaren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

05.05.2014/A/003 **Appel à projets A21L : obtention d'un subside de 25.000 euros pour le projet intitulé « Pesti ,c'est fini ».**

**Projectoproep LA21: ontvangst van een subsidie van 25 000 euro voor het project 'Pesti, c'est fini'**

Le Conseil,

Considérant qu'en janvier dernier, la Région de Bruxelles Capitale lançait un appel à projets destiné à soutenir la mise en œuvre d'actions spécifiques environnementales du plan d'action Agenda 21 local ;

Considérant que la commune d'Etterbeek a remis un dossier de candidature, intitulé « Pesti, c'est fini » qui se base sur l'Ordonnance du 20 juin 2013 qui interdit dès à présent l'utilisation de pesticides sur les espaces publics et que ce projet a été retenu par la Région octroyant ainsi à la commune un subside de 25.000 euros pour 2014 (voir annexe 1);

Considérant que ce subside va être alloué à la désignation d'un bureau d'étude qui établira, avec les services communaux concernés, un plan d'action en matière de gestion des herbes adventices dans les espaces gérés par la commune tout en essayant de minimiser les incidences financières et d'organisation du travail que va entraîner l'application de cette Ordonnance par la commune ;

Considérant que le subside de l'appel à projets permettra par ailleurs de sensibiliser la population aux différents enjeux d'une utilisation de pesticides compatible avec le développement durable.

DECIDE :

- De prendre connaissance du projet « Pesti, c'est fini » retenu par la Région octroyant un subside de 25.000€ à la commune dans le cadre d'un appel à projets destiné à la mise en œuvre d'actions environnementales du plan d'action Agenda 21 local.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vorig jaar een projectoproep gelanceerd heeft om specifieke milieuacties te ondersteunen in het kader van de Lokale Agenda 21;

overwegende dat de gemeente Etterbeek een kandidatuur ingediend heeft voor een project onder de naam 'Pesti, c'est fini', dat gebaseerd is op de ordonnantie van 20 juni 2013 tot verbod op het gebruik van pesticiden in de openbare ruimte; dat het Gewest dit project geselecteerd heeft, waardoor de gemeente voor 2014 een subsidie ontvangt van 25 000 euro (zie bijlage 1);

overwegende dat deze subsidie gebruikt zal worden voor de aanstelling van een studiebureau, dat met de betrokken gemeentediensten een actieplan gaat opstellen om onkruid te beheersen op plaatsen die beheerd worden door de gemeente en om de financiële en organisationele impact te beperken van het werk dat de toepassing van deze ordonnantie door de gemeente met zich mee zal brengen;

overwegende dat we daarnaast met de subsidie van de projectoproep de bevolking bewust kunnen maken van het belang om pesticiden te gebruiken die compatibel zijn met de duurzame ontwikkeling.

**BESLIST:**

- om kennis te nemen van het project 'Pesti, c'est fini' dat geselecteerd werd door het Gewest in het kader van een projectoproep voor de uitvoering van milieuacties in het kader van LA21-actieplan en waarvoor de gemeente een subsidie van € 25 000 ontvangt.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

05.05.2014/A/004 **Commission de Quartier du contrat de Quartier Durable "Axe Chasse - Gray" - Désignation des membres.**

**Wijkcommissie Duurzaam Wijkcontract Jacht Gray – Aanduiding van de leden**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance organique de la Région de Bruxelles-Capitale du 28/01/2010 de la revitalisation urbaine,  
modifiée le 06/12/2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27/05/2010 portant exécution de l'ordonnance susmentionnée;

Vu la lettre de la Ministre Huytebroeck au Collège des Bourgmestres et Echevins d'Etterbeek du 23/12/2013 signalant que la commune d'Etterbeek a été sélectionnée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour la mise en oeuvre du Contrat de Quartier Durable "Axe Chasse - Gray";

Vu l'article 6 de l'ordonnance précitée qui stipule que le Conseil communal désigne les membres de la Commission de Quartier;

Décide de désigner les personnes suivantes en qualité de membres de la Commission de Quartier du contrat de Quartier Durable "Axe Chasse - Gray":

BREDA	Olivier
TONGLET	Emmanuel
JACQUES	Monique
PAULUS	Christian
DUDERMEL	Thierry
RIVE	Charlotte
GOZZI	Jenni
DECORTE	Sofie
KOCKAERT	Pascal
COCCA	Mariangela
LORENT	Benjamin
HALLOUX	Jean-Philippe
Verstraeten	Francine
Mambabua Zebo	Philemon
KABALE	Clotilde
LELOUP	Andrée
GHYOOT	Geneviève
CLARK	Gaelle
DROULANS	Sylvie
VAN ZANDYCKE	Filip
Smets	Martin
Gonod	Christophe
JADOUL	Isabelle
HECTOR	Françoise
BARUFFOL	Sofia
TSHIBILONDI	Albertine
DI BENEDETTO	Marie-France
BASTIN	Michel
Moreau	Bernard
Guyot	Madeleine

Luyckx	Carlo
BALSAUX	Robert
Dadic	Valentin
LAMBLLOT	Jean
Jentges	Isabelle
Van Praet	Arnaud
Vadi	Olivier
VANDEKERKHOVE	Eddy
Vosters	Jessica
D'HAENENS	Betty
de Beer	Nicolas
Gérard	Marc
Davreux	Caroline
Scheppens	Bernard
Maljean	Jean-François
De Wolf	Vincent
Jellema	Rik
Baeten	Rik
Servais	Valérie
DE LAET	Frédéric
GERARD	Catherine
NUNES	João
HURTER	Marie-Claude
COLLIGNON	Laurent
LEMAIRE GOYENS	Christine
FILEE LEVEQUE	André
Dhooghe	Delphine
Mali	Pierre-Antoine
Dessauvage	Philippe
Ouindi	Abderrahmane
PIROT	Jacques
VAN EECKAUTE	Jean-Charles
ZEEGERS	Isabelle
DE MOREAU	Amélie
COLLIN	Odile
BOURGUIGNON	Pierre
CANEDO	Fabiana
FARAJ	Youssef
de Bettignies	Gaud
Pinchart	Michael
DE CLERCK	Daniel
LAMBLLOT	Jonathan
Roogmans	Sylvana
Grotz	Patrick
EL HADDADI	El Mostafa
Nicoloudis	Niki



Dutry	Céline
Pereira	Cristina
Marteaux	Joelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

BREDA Olivier : 29 oui / TONGLET Emmanuel : 29 oui / JACQUES Monique : 29 oui / PAULUS Christian : 29 oui / DUDERMEL Thierry : 29 oui / RIVE Charlotte : 29 oui / GOZZI Jenni : 29 oui / DECORTE Sofie : 29 oui / KOCKAERT Pascal : 29 oui / COCCA Mariangela : 29 oui / LORENT Benjamin : 29 oui / HALLOUX Jean-Philippe : 28 oui – 1 abstention / VERSTRAETEN Francine : 28 oui – 1 abstention / MAMBABUA ZEBO Philemon : 28 oui – 1 abstention / KABALE Clotilde : 28 oui – 1 abstention / LELOUP Andrée : 29 oui / GHYOOT Geneviève : 29 oui / CLARK Gaelle : 29 oui / DROULANS Sylvie : 29 oui / VAN ZANDYCKE Filip : 29 oui / SMETS Martin : 29 oui / GONOD Christophe : 29 oui / JADOUL Isabelle : 29 oui / HECTOR Françoise : 29 oui / BARUFFOL Sofia : 29 oui / TSHIBILONDI Albertine : 29 oui / DI BENEDETTO Marie-France : 29 oui / BASTIN Michel : 29 oui / MOREAU Bernard : 29 oui / GUYOT Madeleine : 27 oui – 2 non / LUYCKX Carlo : 27 oui – 2 non / BALSAX Robert : 28 oui – 1 non / DADIC Valentin : 28 oui – 1 non / LAMBLOT Jean : 27 oui – 2 non / JENTGES Isabelle : 29 oui / VAN PRAET Arnaud : 29 oui / VADI Olivier : 29 oui / VANDEKERKHOVE Eddy : 29 oui / VOSTERS Jessica : 29 oui / D’HAENENS Betty : 28 oui - 1 non / DE BEER Nicolas : 29 oui / GERARD Marc : 29 oui / DAVREUX Caroline : 29 oui / SCHEPPENS : 29 oui / MALJEAN Jean-François : 29 oui / DE WOLF Vincent : 29 oui / JELLEMA Rik : 29 oui / BAETEN Rik : 29 oui / SERVAIS Valérie : 27 oui – 2 non / DE LAET Frédéric : 29 oui / GERARD Catherine : 28 oui – 1 non / NUNES João : 29 oui / HURTER Marie-Claude : 29 oui / COLLIGNON Laurent : 29 oui / LEMAIRE GOYENS Christine : 26 oui – 3 non / FILEE LEVEQUE André : 29 oui / DHOOGHE Delphine : 29 oui / MALI Pierre-Antoine : 29 oui / DESSAUVAGE Philippe : 29 oui / OUINDI Abderrahmane : 28 oui – 1 non / PIROT Jacques : 29 oui / VAN EECKAUTE Jean-Claude : 28 oui – 1 abstention / ZEEGERS Isabelle : 28 oui – 1 abstention / DE MOREAU Amélie : 28 oui – 1 abstention / COLLIN Odile : 28 oui – 1 abstention / BOURGUINON Pierre : 28 oui – 1 abstention / CANEDO Fabiana : 28 oui – 1 abstention / FARAJ Youssef : 28 oui – 1 abstention / DE BETTIGNIES Gaud : 28 oui – 1 abstention / PINCHART Michael : 28 oui – 1 abstention / DE CLERCK Daniel : 28 oui – 1 abstention / LAMBLOT Jonathan : 27 oui – 1 non / 1 abstention / ROOGMANS Sylvana : 27 oui – 2 abstentions / GROTZ Patrick : 28 oui – 1 abstention / EL HADDADI El Mostafa : 27 oui – 1 non -1 abstention / NICOLOUDIS Niki : 28 oui – 1 abstention / DUTRY Céline : 28 oui – 1 abstention / PEREIRA Cristina : 28 oui – 1 abstention / MARTEAUX Joelle : 28 oui – 1 abstention

---

De gemeenteraad,

gelet op de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke

herwaardering, gewijzigd op 6 december 2012;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de bovenvermelde ordonnantie;

gelet op de brief van minister Huytebroeck aan het college van burgemeester en schepenen van Etterbeek van 23 december 2013 waarin zij aangeeft dat de gemeente Etterbeek geselecteerd werd door de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering voor de uitvoering van het duurzaam wijkcontract Jacht Gray;

gelet op artikel 6 van de ordonnantie dat bepaalt dat de gemeenteraad de leden van de wijkcommissie aanduidt;

## BESLIST

de volgende personen aan te duiden als leden van de wijkcommissie van het Duurzaam Wijkcontract Jacht Gray:

BREDA	Olivier
TONGLET	Emmanuel
JACQUES	Monique
PAULUS	Christian
DUDERMEL	Thierry
RIVE	Charlotte
GOZZI	Jenni
DECORTE	Sofie
KOCKAERT	Pascal
COCCA	Mariangela
LORENT	Benjamin
HALLOUX	Jean-Philippe
Verstraeten	Francine
Mambabua Zebo	Philemon
KABALE	Clotilde
LELOUP	Andrée
GHYOOT	Geneviève
CLARK	Gaelle
DROULANS	Sylvie
VAN ZANDYCKE	Filip
Smets	Martin
Gonod	Christophe
JADOUL	Isabelle
HECTOR	Françoise
BARUFFOL	Sofia

TSHIBILONDI	Albertine
DI BENEDETTO	Marie-France
BASTIN	Michel
Moreau	Bernard
Guyot	Madeleine
Luyckx	Carlo
BALSAUX	Robert
Dadic	Valentin
LAMBLLOT	Jean
Jentges	Isabelle
Van Praet	Arnaud
Vadi	Olivier
VANDEKERKHOVE	Eddy
Vosters	Jessica
D'HAENENS	Betty
de Beer	Nicolas
Gérard	Marc
Davreux	Caroline
Scheppens	Bernard
Maljean	Jean-François
De Wolf	Vincent
Jellema	Rik
Baeten	Rik
Servais	Valérie
DE LAET	Frédéric
GERARD	Catherine
NUNES	João
HURTER	Marie-Claude
COLLIGNON	Laurent
LEMAIRE GOYENS	Christine
FILEE LEVEQUE	André
Dhooghe	Delphine
Mali	Pierre-Antoine
Dessauvage	Philippe
Ouindi	Abderrahmane
PIROT	Jacques
VAN EECKAUTE	Jean-Charles
ZEEGERS	Isabelle
DE MOREAU	Amélie
COLLIN	Odile
BOURGUIGNON	Pierre
CANEDO	Fabiana
FARAJ	Youssef
de Bettignies	Gaud
Pinchart	Michael
DE CLERCK	Daniel

LAMBLOT	Jonathan
Roogmans	Sylvana
Grotz	Patrick
EL HADDADI	El Mostafa
Nicoloudis	Niki
Dutry	Céline
Pereira	Cristina
Marteaux	Joelle

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

BREDA Olivier : 29 ja / TONGLET Emmanuel : 29 ja / JACQUES Monique : 29 ja / PAULUS Christian : 29 ja / DUDERMEL Thierry : 29 ja / RIVE Charlotte : 29 ja / GOZZI Jenni : 29 ja / DECORTE Sofie : 29 ja / KOCKAERT Pascal : 29 ja / COCCA Mariangela : 29 ja / LORENT Benjamin : 29 ja / HALLOUX Jean-Philippe : 28 ja – 1 onthouding / VERSTRAETEN Francine : 28 ja – 1 onthouding / MAMBABUA ZEBO Philemon : 28 ja – 1 onthouding / KABALE Clotilde : 28 ja – 1 onthouding / LELOUP Andrée : 29 ja / GHYOOT Geneviève : 29 ja / CLARK Gaëlle : 29 ja / DROULANS Sylvie : 29 ja / VAN ZANDYCKE Filip : 29 ja / SMETS Martin : 29 ja / GONOD Christophe : 29 ja / JADOUL Isabelle : 29 ja / HECTOR Françoise : 29 ja / BARUFFOL Sofia : 29 ja / TSHIBILONDI Albertine : 29 ja / DI BENEDETTO Marie-France : 29 ja / BASTIN Michel : 29 ja / MOREAU Bernard : 29 ja / GUYOT Madeleine : 27 ja – 2 neen / LUYCKX Carlo : 27 ja – 2 neen / BALSAX Robert : 28 ja – 1 neen / DADIC Valentin : 28 ja – 1 neen / LAMBLOT Jean : 27 ja – 2 neen / JENTGES Isabelle : 29 ja / VAN PRAET Arnaud : 29 ja / VADI Olivier : 29 ja / VANDEKERKHOVE Eddy : 29 ja - VOSTERS Jessica : 29 ja - D'HAENENS Betty : 28 ja – 1 neen / DE BEER Nicolas : 29 ja / GERARD Marc : 29 ja / DAVREUX Caroline : 29 ja / SCHEPPENS : 29 ja / MALJEAN Jean-François : 29 ja / DE WOLF Vincent : 29 ja / JELLEMA Rik : 29 ja / BAETEN Rik : 29 ja / SERVAIS Valérie : 27 ja – 2 neen / DE LAET Frédéric : 29 ja / GERARD Catherine : 28 ja – 1 neen / NUNES João : 29 ja / HURTER Marie-Claude : 29 ja / COLLIGNON Laurent : 29 ja / LEMAIRE GOYENS Christine : 26 ja – 3 neen / FILEE LEVEQUE André : 29 ja / DHOOGHE Delphine : 29 ja / MALI Pierre-Antoine : 29 ja / DESSAUVAGE Philippe : 29 ja / OUINDI Abderrahmane : 28 ja – 1 neen / PIROT Jacques : 29 ja / VAN EECKAUTE Jean-Claude : 28 ja – 1 onthouding / ZEEGERS Isabelle : 28 ja – 1 onthouding / DE MOREAU Amélie : 28 ja – 1 onthouding / COLLIN Odile : 28 ja – 1 onthouding / BOURGUINON Pierre : 28 ja – 1 onthouding / ANEDO Fabiana : 28 ja – 1 onthouding / FARAJ Youssef : 28 ja – 1 onthouding / DE BETTIGNIES Gaud : 28 ja – 1 onthouding / PINCHART Michael : 28 ja – 1 onthouding / DE CLERCK Daniel : 28 ja – 1 onthouding / LAMBLOT Jonathan : 27 ja – 1 neen – 1 onthouding / ROOGMANS Sylvana : 27 ja – 2 onthoudingen / GROTZ Patrick : 28 ja – 1 onthouding / EL HADDADI El Mostafa : 27 ja – 1 neen - 1 onthouding / NICOLOUDIS Niki : 28 ja – 1 onthouding / DUTRY Céline : 28 ja – 1 onthouding / PEREIRA Cristina : 28 ja – 1 onthouding / MARTEAUX Joelle : 28 ja – 1 onthouding

---

05.05.2014/A/005 **Etterbeek / SA BASE Company - Recours en annulation (rue de l'Etang, 54-56)**  
**Etterbeek / SA BASE Company - Beroep tot niettigverklaring (Vijverstraat, 54-56)**

Le conseil communal,

Considérant que, conformément à l'article 80 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, le collège des bourgmestre et échevins a décidé, en sa séance du 20 mars 2014, d'introduire un recours contre la décision de l'IBGE du 13/03/2014 de délivrer à la SA Base Company un permis d'environnement relatif à des antennes émettrices sises **rue de l'Etang 54-56 à 1040 Etterbeek**, et de confier l'introduction de ce recours à Me Jacques SAMBON ;

Considérant que ce permis d'environnement, délivré le 13/03/2014 par Bruxelles Environnement, a été notifié à la commune par courrier électronique réceptionné le 13/03/2014 et par courrier recommandé réceptionné le 17/03/2014 (permis en annexe);

Considérant que la demande est située en zone d'habitation et espace structurant au Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS);

Considérant que la demande de permis d'environnement a fait l'objet d'un accusé de réception de dossier complet établi par l'IBGE en date du 22/01/2014 ;

Considérant que la commune a reçu ce dossier de demande de permis d'environnement en date du 27/01/2014 avec demande de le soumettre à enquête publique et à l'avis du collège des bourgmestre et échevins ;

Considérant que l'enquête publique, organisée du 17/02/2014 au 03/03/2014, a donné lieu à une lettre d'opposition et à une pétition de 147 signatures ;

Considérant qu'en sa séance du 20/02/2014, le collège des bourgmestre et échevins de la commune d'Etterbeek a rendu un avis défavorable sur la demande;

Considérant qu'un précédent permis d'environnement pour des antennes sises rue de l'Etang 54-56 fait actuellement l'objet d'un recours pendant au Conseil d'Etat (de même que le permis d'urbanisme relatif à ces antennes) ;

Considérant que le permis d'environnement visé par le présent recours ne modifie pas de manière significative l'objet de la demande par rapport à ce permis précédent et que les motifs du présent recours se fondent notamment sur l'incomplétude du dossier de demande, l'application erronée de facteurs d'atténuation ainsi que la motivation inadéquate du permis délivré;

Considérant qu'il est de la responsabilité de l'administration communale, notamment en vertu de l'article 135 de la nouvelle loi communale, de veiller à la sécurité de l'environnement de la population ; qu'il est dès lors dans son intérêt d'introduire un

recours en vue de réformer et refuser le permis d'environnement délivré par Bruxelles Environnement le 13/03/2014 relatif aux antennes sises rue de l'Etang 54-56 à 1040 Etterbeek, permis délivré à la SA Base Company ;

Considérant qu'en raison des délais d'introduction de recours, il était impératif que le collège prenne une décision dans ce cadre ; que la décision a été prise en date du 20/03/2014 ; que le recours a été introduit en date du 3/04/2014 par Me Jacques SAMBON au nom du collège des bourgmestre et échevins (en annexe);

Vu les articles 123,8° et 270, alinéa 2 de la NLC ;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 mars 2014 et donc de l'autoriser à introduire un recours en annulation auprès du Collège d'Environnement contre le permis d'environnement délivré par l'IBGE à la SA Base Company pour l'exploitation d'antennes émettrices, rue de l'Etang 54-56 à 1040 Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 19 votes positifs, 10 abstentions.

**Ont voté oui :**

Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Françoise Carton de Wiart, Laurent Vleminckx, Christophe Gasia, Christina Karkan, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Vincent De Wolf

**Se sont abstenus :**

Rik Jellema, Rik Baeten, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, Marc Lemaire, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Sandra Jen

---

De gemeenteraad,

overwegende dat, in overeenkomst met artikel 80 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, het college van burgemeester en schepenen beslist heeft in zijn zitting van 20 maart 2014 om een beroep in te stellen tegen de beslissing van het BIM van 13 maart 2014 om aan de nv Base Company een milieuvergunning uit te reiken betreffende zendmasten in de **Vijverstraat 54-56 in 1040 Etterbeek**, en om de indiening van dit beroep toe te vertrouwen aan mr. Jacques Sambon;

overwegende dat deze milieuvergunning, uitgereikt op 13 maart 2014 door Leefmilieu

Brussel, ter kennis gebracht werd van de gemeente via e-mail, ontvangen op 13 maart 2013, en via aangetekende brief, ontvangen op 17 maart 2014 (vergunning in bijlage);

overwegende dat de aanvraag ingediend werd voor een site gelegen in een woongebied en structurerende ruimte in het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP);

overwegende dat het BIM op 22 januari 2014 een bevestiging van ontvangst van volledig dossier opgesteld heeft voor de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning;

overwegende dat de gemeente dit dossier voor de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning ontvangen heeft op 27 januari 2014 met de vraag ze te onderwerpen aan een openbaar onderzoek in te stellen en ter advies voor te leggen aan het college van burgemeester en schepenen;

overwegende dat er naar aanleiding van het openbaar onderzoek, dat plaatsvond van 17 februari 2014 tot en met 3 maart 2014 een bezwaarschrift en een petitie van 147 handtekeningen werd ingediend;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek in zijn zitting van 20 februari 2014 een ongunstig advies uitgebracht heeft over de aanvraag;

overwegende dat er momenteel voor een vorige milieuvergunning betreffende zendmasten in de Vijverstraat 54-56 een beroep hangende is bij de Raad van State (net zoals voor de stedenbouwkundige vergunning betreffende deze zendmasten);

overwegende dat de milieuvergunning waartegen dit beroep is ingediend het voorwerp van de aanvraag niet aanzienlijk wijzigt in vergelijking met de vorige vergunning en dat de redenen van dit beroep bovendien gebaseerd zijn op de onvolledigheid van het aanvraagdossier, de foutieve toepassing van de verzwakkingsfactoren en de ontoereikende motivering van de uitgereikte vergunning;

overwegende dat het krachtens artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet de verantwoordelijkheid is van het gemeentebestuur om in te staan voor de veiligheid van het leefmilieu van de bevolking; dat het daarom in zijn belang is om een beroep in te stellen tot wijziging en weigering van de milieuvergunning uitgereikt aan de nv base Company door Leefmilieu Brussel op 13 maart 2014 betreffende de zendmasten in de Vijverstraat 54-56 in 1040 Etterbeek;

overwegende dat het college gezien de termijnen voor de indiening van beroepen een beslissing diende te nemen in dit kader; dat de beslissing genomen werd op 20 maart 2014; dat het beroep werd ingesteld op 3 april 2014 door mr. Jacques Sambon namens het college van burgemeester en schepenen (in bijlage);

gelet op artikelen 123,8° en 270, lid 2 van de NGW;

## BESLIST

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 20 maart 2014 te bekrachtigen en om het bijgevolg toestemming te verlenen een beroep tot vernietiging in te stellen bij het Milieucollege tegen de milieuvergunning uitgereikt door het BIM aan de nv Base Company voor de uitbating van zendmasten in de Vijverstraat 54-56 in 1040 Etterbeek.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 19 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

### **Hebben ja gestemd :**

Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Françoise Carton de Wiart, Laurent Vleminckx, Christophe Gasia, Christina Karkan, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Vincent De Wolf

### **Hebben zich onthouden:**

Rik Jellema, Rik Baeten, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, Marc Lemaire, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Sandra Jen

---

05.05.2014/A/006 **Etterbeek / SA MOBISTAR - Recours en annulation (rue Louis Hap, 2)**  
**Etterbeek / SA MOBISTAR - Beroep tot nietigverklaring (Louis Hapstraat, 2)**

Le conseil communal

Considérant que, conformément à l'article 80 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, le collège des bourgmestre et échevins a décidé, en sa séance du 28 mars 2014, d'introduire un recours auprès du Conseil d'Etat contre la décision du Gouvernement relative aux 2 modifications de permis d'environnement délivrées à la SA Mobistar pour des antennes émettrices sises **rue Louis Hap 2 à 1040 Etterbeek**, et de confier l'introduction de ce recours à Me Jacques SAMBON ;

Considérant que le permis d'environnement initial relatif à ces antennes a été délivré le



13/07/2012 par Bruxelles Environnement et notifié à la commune par courrier recommandé réceptionné le 17/07/2012 (permis en annexe); que ce permis avait fait l'objet d'un avis défavorable du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 21/06/2012 et de 3 réactions à l'enquête publique organisée du 06/06/2012 au 20/06/2012 ;

Considérant que la première modification de ce permis d'environnement a été délivrée le 10/09/2012 par Bruxelles Environnement et notifiée à la commune par courrier recommandé réceptionné le 18/09/2012 (modification 1 en annexe) ;

Considérant que la deuxième modification de ce permis d'environnement a été délivrée le 29/11/2012 par Bruxelles Environnement et notifiée à la commune par courrier recommandé réceptionné le 4/12/2012 (modification 2 en annexe) ;

Considérant que les antennes visées par ces décisions sont situées en zone d'équipements d'intérêt collectif ou de service public et zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement au Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) ;

Considérant que ces modifications de permis d'environnement n'étaient légalement pas soumises à enquête publique ni à l'avis du collège des bourgmestre et échevins ;

Considérant que ces modifications de permis d'environnement ont chacune fait l'objet d'un recours au Collège d'environnement par le collège des bourgmestre et échevins (ainsi que par Madame Christine LEMAIRE en ce qui concerne la première modification) ;

Considérant que le Collège d'environnement a mis à néant la première modification de permis d'environnement en date du 20/12/2012, et confirmé la deuxième modification de permis d'environnement en date du 11/03/2013 ;

Considérant que la SA Mobistar a introduit un recours au Gouvernement contre la décision du Collège d'environnement de mettre à néant la première modification de permis d'environnement, et que le collège des bourgmestre et échevins a introduit un recours au Gouvernement contre la décision du Collège d'environnement de confirmer la deuxième modification de permis d'environnement ;

Considérant la décision du Gouvernement du 13/02/2014 qui confirme les deux modifications de permis d'environnement ;

Considérant que les motifs du présent recours se fondent notamment sur le caractère non-prématuré du recours au Gouvernement introduit par la commune avant l'affichage des permis, l'application erronée de facteurs d'atténuation ainsi que la motivation inadéquate des modifications délivrées ;

Considérant qu'il est de la responsabilité de l'administration communale, notamment en

vertu de l'article 135 de la nouvelle loi communale, de veiller à la sécurité de l'environnement de la population ; qu'il est dès lors dans son intérêt d'introduire un recours en vue de réformer et refuser la décision du Gouvernement du 13/02/2014 prise au sujet des modifications de permis d'environnement délivrées par Bruxelles Environnement respectivement les 10/09/2012 et 29/11/2012 relatives aux antennes sises rue Louis Hap 2 à 1040 Etterbeek, modifications délivrées à la SA Mobistar ;

Considérant qu'en raison des délais d'introduction de recours, il était impératif que le collège prenne une décision dans ce cadre ; que la décision a été prise en date du 28/03/2014 ; que le recours a été confié à Me Jacques SAMBON et est actuellement en préparation en son cabinet;

Vu les articles 123,8° et 270, alinéa 2 de la NLC ;

DECIDE

de ratifier la décision du collège des bourgmestre et échevins du 28 mars 2014 et donc de l'autoriser à introduire un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat contre la décision du Gouvernement relative aux deux modifications de permis d'environnement délivrées à la SA Mobistar pour des antennes émettrices sises rue Louis Hap 2 à 1040 Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 19 votes positifs, 10 abstentions.

**Ont voté oui :**

Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Françoise Carton de Wiart, Laurent Vleminckx, Christophe Gasia, Christina Karkan, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Vincent De Wolf

**Se sont abstenus :**

Rik Jellema, Rik Baeten, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, Marc Lemaire, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Sandra Jen

---

De gemeenteraad

overwegende dat, in overeenkomst met artikel 80 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 28 maart 2014 beslist heeft om een beroep in te dienen tegen de beslissing van de regering betreffende de twee wijzigingen van milieuvergunningen uitgereikt aan

de nv Mobistar voor zendmasten in de Louis Hapstraat 2, in 1040 Etterbeek, en om de indiening van dit beroep toe te vertrouwen aan mr. Jacques Sambon;

overwegende dat de aanvankelijke milieuvergunning betreffende deze zendmasten uitgereikt werd op 13 juli 2012 door Leefmilieu Brussel en ter kennis gebracht werd van de gemeente via aangetekende brief, ontvangen op 17 juli 2012 (vergunning in bijlage); dat het college van burgemeester en schepenen een ongunstig advies uitgebracht heeft over de vergunning op 21 juni 2012 en dat er drie reacties geuit zijn op het openbaar onderzoek, dat gehouden werd van 6 juni 2012 tot en met 20 juni 2012;

overwegende dat de eerste wijziging van deze milieuvergunning uitgereikt werd op 10 september 2012 door Leefmilieu Brussel en ter kennis gebracht werd van de gemeente per aangetekende brief, ontvangen op 18 september 2012 (wijziging 1 in bijlage);

overwegende dat de tweede wijziging van deze milieuvergunning uitgereikt werd op 29 november 2012 door Leefmilieu Brussel en ter kennis gebracht van de gemeente per aangetekende brief ontvangen op 4 december 2012 (wijziging 2 in bijlage);

overwegende dat de zendmasten waarop deze beslissingen van toepassing zijn, in het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP) gelegen zijn in een gebied voor voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten en een gebied van culturele, historische, esthetische waarde of voor stadsverfraaiing;

overwegende dat deze wijzigingen van milieuvergunning wettelijk gezien niet onderworpen waren aan een openbaar onderzoek, noch aan het advies van het college van burgemeester en schepenen;

overwegende dat er tegen elk van deze wijzigingen van milieuvergunning een beroep is ingediend door het college van burgemeester en schepenen (en tegen de eerste wijziging door mevrouw Christine Lemaire);

overwegende dat het Milieucollege de eerste wijziging van vergunning vernietigd heeft op 20 december 2012 en de tweede wijziging van milieuvergunning bevestigd heeft op 11 maart 2013;

overwegende dat de nv Mobistar een beroep heeft ingesteld bij de regering tegen de beslissing van het Milieucollege om de eerste wijziging van milieuvergunning te vernietigen en dat het college van burgemeester en schepenen een beroep heeft ingediend bij de regering tegen de beslissing van het Milieucollege om de tweede wijziging van milieuvergunning te bevestigen;

gelet op de beslissing van de regering van 13 februari 2014 tot bekrachtiging van de twee wijzigingen van milieuvergunning;

overwegende dat de redenen achter het huidige beroep voornamelijk gebaseerd zijn op

het niet-premature karakter van het beroep bij de regering dat de gemeente ingesteld had voorafgaand aan de affichering van de vergunningen, op de foutieve toepassing van de verzwakkingsfactoren en op de ontoereikende motivering van de uitgereikte wijzigingen;

overwegende dat het krachtens artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet de verantwoordelijkheid is van het gemeentebestuur om in te staan voor de veiligheid van het leefmilieu van de bevolking; dat het daarom in zijn belang is om een beroep in te dienen tot wijziging en weigering de beslissing van de regering van 13 februari 2014 betreffende de wijzigingen van milieuvergunning uitgereikt door Leefmilieu Brussel op respectievelijk 10 septembre 2012 en 29 novembre 2012 betreffende de zendmasten in de Louis Hapstraat 2 in 1040 Etterbeek aan de nv Mobistar;

overwegende dat het college gezien de termijnen voor de indiening van de beroepen een beslissing diende te nemen in dit kader; dat de beslissing genomen werd op 28 maart 2014; dat het beroep werd toevertrouwd aan mr. Jacques Sambon en momenteel voorbereid wordt in zijn advocatenkantoor;

gelet op artikelen 123,8° en 270, lid 2 van de NGW;

## BESLIST

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 28 maart 2014 te bekrachtigen en om het bijgevolg toestemming te verlenen een beroep tot vernietiging in te stellen bij de Raad van State tegen de beslissing van de regering betreffende de twee wijzigingen van milieuvergunning uitgereikt aan de nv Mobistar voor zendmasten in de Louis Hapstraat 2 in 1040 Etterbeek.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 19 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

### **Hebben ja gestemd :**

Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Françoise Carton de Wiart, Laurent Vleminckx, Christophe Gasia, Christina Karkan, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Vincent De Wolf

**Hebben zich onthouden:**

Rik Jellema, Rik Baeten, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, Marc Lemaire, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Sandra Jen

---

05.05.2014/A/007 **Etterbeek / Belgacom SA - Recours contre permis d'urbanisme (rue de l'Orient, 112)**

**Etterbeek / Belgacom SA - Beroep tegen de stedenbouwkundige vergunning (Morgenlandstraat, 112)**

Le conseil communal,

Considérant que, conformément à l'article 181 du COBAT, le collège des bourgmestre et échevins a décidé, en sa séance du 13 mars 2014, d'introduire un recours contre la décision du Fonctionnaire délégué du 4 mars 2014 de délivrer à la SA Belgacom un permis d'urbanisme relatif à l'implantation d'une station de télécommunications mobiles **rue de l'Orient 112 à 1040 Etterbeek**, et de confier l'introduction de ce recours à Me Jacques SAMBON ;

Considérant que ce permis d'urbanisme, délivré le 4 mars 2014 par le Fonctionnaire délégué, a été notifié à la commune par courrier recommandé réceptionné le 05/03/2014 (permis en annexe);

Considérant que la demande est située au PRAS en zone mixte, en zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement;

Considérant que la demande de permis d'urbanisme introduite le 5 juin 2013 auprès de l'AATL a fait l'objet d'un accusé de réception de dossier complet établi en date du 23/10/2013 ;

Considérant que la commune a reçu ce dossier de demande de permis d'urbanisme en date du 24/10/2013 avec demande de le soumettre à enquête publique et à l'avis du collège des bourgmestre et échevins ;

Considérant que l'enquête publique, organisée du 11/11/2013 au 25/11/2013, a donné lieu à deux lettres d'opposition et d'observations;

Considérant qu'en sa séance du 17/12/2013, la Commission de concertation a émis un avis favorable sur la demande;

Considérant qu'il est de la responsabilité de l'administration communale, notamment en vertu de l'article 135 de la nouvelle loi communale, de veiller à la sécurité de l'environnement de la population ; qu'il est dès lors dans son intérêt d'introduire un recours en vue de réformer et refuser le permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué le 4 mars 2014 relatif aux antennes sises rue de l'Orient 112 à

1040 Etterbeek, permis délivré à la SA Belgacom ;

Considérant qu'en raison des délais d'introduction de recours, il était impératif que le collège prenne une décision dans ce cadre ; que la décision a été prise en date du 13/03/2014 ; que le recours a été introduit en date du 3/04/2014 par Me Jacques SAMBON au nom du collège des bourgmestre et échevins;

Vu les articles 123,8° et 270, alinéa 2 de la NLC ;

DECIDE

de ratifier la décision du collège des bourgmestre et échevins du 13 mars 2014 et d'autoriser le collège à introduire un recours auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale contre le permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué à la SA Belgacom pour l'implantation d'une station de télécommunications mobiles rue de l'Orient 112 à 1040 Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 19 votes positifs, 10 abstentions.

**Ont voté oui :**

Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Françoise Carton de Wiart, Laurent Vleminckx, Christophe Gasia, Christina Karkan, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Vincent De Wolf

**Se sont abstenus :**

Rik Jellema, Rik Baeten, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, Marc Lemaire, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Sandra Jen

---

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen, in overeenstemming met artikel 181 van het BWRO, in zijn zitting van 13 maart 2014 beslist heeft een beroep in te stellen tegen de beslissing van de gedelegeerd ambtenaar van 4 maart 2014 om aan de nv Belgacom een stedenbouwkundige vergunning uit te reiken voor de plaatsing van een mobiele telecommunicatiestation in de **Morgenlandstraat 112 in 1040 Etterbeek**, en de indiening van dit beroep toe te vertrouwen aan mr. Jacques Sambon;

overwegende dat deze stedenbouwkundige vergunning, uitgereikt op 4 maart door de gedelegeerd ambtenaar, ter kennis gebracht werd van de gemeente per aangetekende

brief ontvangen op 5 maart 2014 (vergunning in bijlage);

overwegende dat de aanvraag betrekking heeft op een site die in het GBP gelegen is in een gemengd gebied, in een gebied van cultureel, historische, esthetische waarde of voor stadsverfraaiing;

overwegende dat er voor de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning die ingediend werd op 5 juni 2013 bij het BROH, een bewijs van ontvangst van volledig dossier ontvangen werd dat opgesteld is op 23 oktober 2013;

overwegende dat de gemeente dit dossier voor de aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning ontvangen heeft op 24/10/2014 met de vraag om hierover een openbaar onderzoek in te stellen en om het ter advies voor te leggen aan het college van burgemeester en schepenen;

overwegende dat er naar aanleiding van het openbaar onderzoek, dat georganiseerd werd van 11 november tot en met 25 november 2013, twee brieven met bezwaren en opmerkingen opgesteld zijn;

overwegende dat de overlegcommissie in haar zitting van 17/12/2013 een gunstig advies uitgebracht heeft over de aanvraag

overwegende dat het krachtens artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet de verantwoordelijkheid is van het gemeentebestuur om in te staan voor de veiligheid van het leefmilieu en de bevolking; dat het daarom in zijn belang is om een beroep in te dienen tot wijziging en weigering van de stedenbouwkundige vergunning uitgereikt door de gedelegeerd ambtenaar op 4 mei 2014 betreffende de zendmasten in de Morgenlanstraat 112 in 1040 Etterbeek, aan de nv Belgacom;

overwegende dat het college gezien de termijnen voor de indiening van beroepen een beslissing diende te nemen in dit kader; dat de beslissing genomen werd op 13 maart 2014; dat het beroep werd ingesteld op 3 april 2014 door mr. Jacques Sambon namens het college van burgemeester en schepenen;

gelet op artikelen 123,8° en 270, lid 2 van de NGW;

## BESLIST

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 13 maart 2014 te bekrachtigen en het toestemming te verlenen een beroep in te dienen bij de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering tegen de stedenbouwkundige vergunning uitgereikt door de gedelegeerd bestuurder aan nv Belgacom voor de plaatsing van een mobiele telecomcommunicatiestation in de Morgenlanstraat 112 in 1040 Etterbeek.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 19 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

### **Hebben ja gestemd :**

Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Françoise Carton de Wiart, Laurent Vleminckx, Christophe Gasia, Christina Karkan, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Vincent De Wolf

### **Hebben zich onthouden:**

Rik Jellema, Rik Baeten, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, Marc Lemaire, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Sandra Jen

---

05.05.2014/A/008 **Administration communale – Fixation des conditions de divers marchés publics**

**Article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information**

**Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet**  
**Mededeling ter kennisgeving**

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 26 § 1 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;



Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 85.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

***Date : 9 janvier 2014***

*Objet : Mission d'études relative à programme de revitalisation d'un quartier durable*

*Estimation de la dépense : € 81.917,00 TVA comprise (subsidé à 100%)*

*Article budgétaire : 930/74714-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 16 janvier 2014***

*Objet : Centre de santé – Acquisition d'une balance pèse-personne*

*Estimation de la dépense : € 786,25 TVA comprise*

*Article budgétaire : 871/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 16 janvier 2014***

*Objet : Jardins de la Chasse – Mise hors service et remise en service complète d'un poste de détente gaz*

*Estimation de la dépense : € 715,11 TVA comprise*

*Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 6 février 2014***

*Objet : Fêtes et manifestations – Placement de 2 coffrets électriques à la place Jourdan*

*Estimation de la dépense : € 15.365,89 TVA comprise*

*Article budgétaire : 763/72414-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 6 février 2014***

*Objet : Jardins de la Chasse – Achat d'un tilleul 50/60*

*Estimation de la dépense : € 1.023,44 TVA comprise*

*Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 6 février 2014***

*Objet : Jardins de la Chasse – Travaux de plantation d'un tilleul 50/60*

*Estimation de la dépense : € 1.845,25 TVA comprise*

*Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 27 mars 2014***

*Objet : Parcs et plantations – Acquisition de petites machines*

*Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 766/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 27 mars 2014**

*Objet : Voirie – Achat d'outillage divers*

*Estimation de la dépense : € 2.500,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 421/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 27 mars 2014**

*Objet : Propreté publique – Acquisition d'un container de 21m<sup>3</sup>*

*Estimation de la dépense : € 7.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 875/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 27 mars 2014**

*Objet : Mobiliers urbains – Acquisition de barrières nadars*

*Estimation de la dépense : € 6.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 425/74114-52 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 27 mars 2014**

*Objet : Propriétés communales – Réparations diverses dans divers bâtiments  
(bétonnage, cimentage, carrelages...)*

*Estimation de la dépense : € 20.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 124/72414-60 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 27 mars 2014**

*Objet : Administration générale – Entretien des bâtiments – Achat d'une boîte à clefs à  
gestion informatisée et sécurisée*

*Estimation de la dépense : € 13.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 104/74114-51 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 27 mars 2014**

*Objet : Jardins de la Chasse – Analyse VTA de 3 tilleuls et expertise tomographique*

*Estimation de la dépense : € 1.500,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 27 mars 2014**

*Objet : Dépôt du Rinsdelle – Réfection du sol du réfectoire*

*Estimation de la dépense : € 15.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 421/72414-60 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 27 mars 2014**

*Objet : Propriétés communales – Placement d'auges pour le lavage des mains*

*Estimation de la dépense : € 7.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 124/72414-60 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 27 mars 2014**

*Objet : Propriétés communales – Révision des toilettes*

*Estimation de la dépense : € 7.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 124/72414-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 27 mars 2014***

*Objet : Centre PMS – Pose d'un revêtement de sol*

*Estimation de la dépense : € 40.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 706/72414-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Service de Prévention – Acquisition de matériels divers*

*Estimation de la dépense : € 1.500,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 300/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Institut E. Richard 2 – Acquisition de matériels pour les ateliers mécaniques*

*Estimation de la dépense : € 10.200,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 735/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Crèches et préguardiennats – Prégardiennat « L'Angerie » - Rehausse du plan de travail de la cuisine + pose nouveau meuble de cuisine*

*Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 844/72414-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Propriétés communales – Fournitures diverses pour MLE (Mission Locale pour l'Emploi)*

*Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 124/72414-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Cimetière communal – Réaménagement des parterres et chemins*

*Estimation de la dépense : € 18.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 878/72314-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Garage communal – Acquisition d'un tendeur de ressort hydraulique*

*Estimation de la dépense : € 2.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 136/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Garage communal – Acquisition d'un GPS*

*Estimation de la dépense : € 500,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 136/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Cimetière communal – Achat d’outillage divers*  
*Estimation de la dépense : € 2.000,00 TVA comprise*  
*Article budgétaire : 136/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Etat civil – Acquisition d’un lecteur CD pour la salle du Conseil*  
*Estimation de la dépense : € 200,00 TVA comprise*  
*Article budgétaire : 104/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Economat – Acquisition de matériels divers (bahuts, frigos, aspirateurs...)*  
*Estimation de la dépense : € 7.500,00 TVA comprise*  
*Article budgétaire : 135/74414-51 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Administration générale – Acquisition de matériels de télécommunication (fax, gsm...)*  
*Estimation de la dépense : € 1.000,00 TVA comprise*  
*Article budgétaire : 104/74214-54 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Diverses études de stabilité selon besoins*  
*Estimation de la dépense : € 10.200,00 TVA comprise*  
*Article budgétaire : 124/74714-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Ecoles « Les Marronniers » - « Les Carrefours » - Réfection toiture bâtiment à rue*  
*Estimation de la dépense : € 100.000,00 TVA comprise*  
*Article budgétaire : 722/7214-60 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Mobiliers urbains – Acquisition de poubelles en fonte*  
*Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise*  
*Article budgétaire : 425/74114-52 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Administration générale – Acquisition de mobiliers divers spécifiques*  
*Estimation de la dépense : € 7.500,00 TVA comprise*  
*Article budgétaire : 104/74114-51 du budget extraordinaire de 2014*

***Date : 3 avril 2014***

*Objet : Administration générale – Acquisition de mobiliers divers*  
*Estimation de la dépense : € 5.000,00 TVA comprise*  
*Article budgétaire : 104/74114-51 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 3 avril 2014**

*Objet : Service de Prévention – Acquisition de mobiliers divers*

*Estimation de la dépense : € 1.500,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 300/74114-51 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 3 avril 2014**

*Objet : Voirie – Acquisition d'une camionnette à plateau simple cabine*

*Estimation de la dépense : € 45.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 421/74314-53 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 10 avril 2014**

*Objet : Etude en techniques spéciales et éclairages pour le devenir du bâtiment des Finances en crèche*

*Estimation de la dépense : € 9.075,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 844/74714-60 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 10 avril 2014**

*Objet : Voirie – Etude de stabilité (Hansen Soulie)*

*Estimation de la dépense : € 11.737,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 421/74714-60 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 10 avril 2014**

*Objet : Propriétés communales – Etudes PEB chaufferies*

*Estimation de la dépense : € 25.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 124/74714-60 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 10 avril 2014**

*Objet : Propriétés communales – Remplacement de portes REI + ventilation*

*Estimation de la dépense : € 35.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 124/72414-60 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 10 avril 2014**

*Objet : Académie Jean Absil – Acquisition de mobiliers divers (tableaux, tables...)*

*Estimation de la dépense : € 2.000,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 734/74114-51 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 10 avril 2014**

*Objet : Académie Constantin Meunier – Acquisition de mobiliers de dessin*

*Estimation de la dépense : € 4.620,00 TVA comprise*

*Article budgétaire : 734/74114-51 du budget extraordinaire de 2014*

**Date : 10 avril 2014**

*Objet : Centre culturel Senghor – Etude pour la rénovation de la chaufferie principale*

*Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise*

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

**DECIDE :**

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van het artikel 26 § 1 1<sup>o</sup> a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 85.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

***Datum : 9 januari 2014***

*Voorwerp : Studieopdracht voor de opmaak van een duurzaam wijkcontract*

*Raming van de uitgave : € 81.917,00 BTW inclusief (gesubsidieerd 100%)*

*Begrotingsartikel : 930/74714-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 16 januari 2014***

*Voorwerp : Gezondheidscentrum – Aankoop van een weegschaal voor personen*

*Raming van de uitgave : € 786,25 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 871/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 16 januari 2014***

*Voorwerp : Jachthof – Uitschakelen en het volledig weerinschakelen van een*

*gasexpansiepost*

*Raming van de uitgave : € 715,11 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 6 februari 2014***

*Voorwerp : Feesten en manifestaties – Plaatsen van 2 elektrische kasten op het Jourdanplein*

*Raming van de uitgave : € 15.365,89 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 763/72414-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 6 februari 2014***

*Voorwerp : Jachthof – Aankoop van een lindeboom 50/60*

*Raming van de uitgave : € 1.023,44 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 6 februari 2014***

*Voorwerp : Jachthof – Beplantingswerken van een lindeboom 50/60*

*Raming van de uitgave : € 1.845,25 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 27 maart 2014***

*Voorwerp : Parken en beplantingen – Aankoop van kleine werktuigen*

*Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 766/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 27 maart 2014***

*Voorwerp : Wegenis – Aankoop van verschillend gereedschap*

*Raming van de uitgave : € 2.500,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 421/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 27 maart 2014***

*Voorwerp : Openbare Nethed – Aankoop van een container van 21m<sup>3</sup>*

*Raming van de uitgave : € 7.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 875/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 27 maart 2014***

*Voorwerp : Stadsmeubilair – Aankoop van nadarbarelen*

*Raming van de uitgave : € 6.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 425/74114-52 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 27 maart 2014***

*Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Verscheidene werken in verschillende gebouwen (betonneren, cementeren, tegels...)*

*Raming van de uitgave : € 20.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 124/72414-60 van de buitengewone begroting van 2014*

**Datum : 27 maart 2014**

*Voorwerp : Algemeen bestuur – Onderhoud der gebouwen – Aankoop van een geïnformatiseerd en beveiligd sleuteldoos*

*Raming van de uitgave : € 13.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 104/74114-51 van de buitengewone begroting van 2014*

**Datum : 27 maart 2014**

*Voorwerp : Jachthof – VTA analyse van 3 lindebomen en tomografische expertise*

*Raming van de uitgave : € 1.500,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2014*

**Datum : 27 maart 2014**

*Voorwerp : Depot Rinsdelle – Vernieuwing van de vloer van de refter*

*Raming van de uitgave : € 15.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 421/72414-60 van de buitengewone begroting van 2014*

**Datum : 27 maart 2014**

*Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Plaatsen van waterbakken voor het reinigen van handen*

*Raming van de uitgave : € 7.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 124/72414-60 van de buitengewone begroting van 2014*

**Datum : 27 maart 2014**

*Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Herzienning van de toiletten*

*Raming van de uitgave : € 7.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 124/72414-60 van de buitengewone begroting van 2014*

**Datum : 27 maart 2014**

*Voorwerp : PMS Centrum – Plaatsen van een vloerbekleding*

*Raming van de uitgave : € 40.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 706/72414-60 van de buitengewone begroting van 2014*

**Datum : 3 april 2014**

*Voorwerp : Dienst Preventie – Aankoop van allerlei materiaal*

*Raming van de uitgave : € 1.500,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 300/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

**Datum : 3 april 2014**

*Voorwerp : Instituut E. Richard 2 – Aankoop van materiaal voor de werkplaatsen mechaniek*

*Raming van de uitgave : € 10.200,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 735/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

**Datum : 3 april 2014**



*Voorwerp : Creches en peuterscholen – Peuterschool « L'Angerie » - Verhoging van het werkblad van de keuken + plaatsen van een nieuw keukenmeubel*

*Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 844/72414-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Verschillende leveringen voor PWA (Plaatselijk werkgelegenheidsagentschap)*

*Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 124/72414-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Herinrichting van perken en paden*

*Raming van de uitgave : € 18.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 878/72314-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Gemeentelijke garage – Aankoop van een spanrol voor hydraulische veer*

*Raming van de uitgave : € 2.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 136/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Gemeentelijke garage – Aankoop van een GPS*

*Raming van de uitgave : € 500,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 136/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Aankoop van allerlei gereedschap*

*Raming van de uitgave : € 2.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 136/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Burgerlijke stand – Aankoop van een CD-speler van de gemeenteraadzaal*

*Raming van de uitgave : € 200,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 104/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Ekonomaat – Aankoop van allerlei materiaal (koelkasten op wielen, frigos, stofzuigers...)*

*Raming van de uitgave : € 7.500,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 135/74414-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Algemeen bestuur – Aankoop van telecommunicatie materiaal (fax, gsm...)*

*Raming van de uitgave : € 1.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 104/74214-54 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Verscheidene stabiliteitstudies volgens behoeften*

*Raming van de uitgave : € 10.200,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 124/74714-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Scholen « Les Marronniers » - « Les Carrefours » - Herstellen van het dak (gebouw aan de straat)*

*Raming van de uitgave : € 100.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 722/7214-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Stadsmeubilair – Aankoop van gietijzeren vuilnisbakken*

*Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 425/74114-52 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Algemeen bestuur – Aankoop van allerlei specifiek meubilair*

*Raming van de uitgave : € 7.500,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 104/74114-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Algemeen bestuur – Aankoop van allerlei meubilair*

*Raming van de uitgave : € 5.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 104/74114-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Dienst Preventie – Aankoop van allerlei meubilair*

*Raming van de uitgave : € 1.500,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 300/74114-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 3 april 2014***

*Voorwerp : Wegenis – Aankoop van een bestelwagen met plateau enkel cabine*

*Raming van de uitgave : € 45.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 421/74314-53 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 10 april 2014***

*Voorwerp : Studie en bijzondere technieken en verlichtingen voor de toekomstige creche in de gebouw Financiën*

*Raming van de uitgave : € 9.075,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 844/74714-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 10 april 2014***

*Voorwerp : Wegenis – Stabiliteitstudie (Hansen Soulie)*

*Raming van de uitgave : € 11.737,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 421/74714-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 10 april 2014***

*Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – PEB studies verwarmingslokalen*

*Raming van de uitgave : € 25.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 124/74714-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 10 april 2014***

*Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Vervanging WAI deuren + ventilatie*

*Raming van de uitgave : € 35.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 124/72414-60 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 10 april 2014***

*Voorwerp : Academie Jean Absil – Aankoop van allerlei meubilair (borden, tafels...)*

*Raming van de uitgave : € 2.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 734/74114-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 10 april 2014***

*Voorwerp : Academie Constantin Meunier – Aankoop van tekeningmeubilair*

*Raming van de uitgave : € 4.620,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 734/74114-51 van de buitengewone begroting van 2014*

***Datum : 10 april 2014***

*Voorwerp : Cultureel centrum Senghor – Studie voor de renovatie van het hoofdverwarmingslokaal*

*Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW inclusief*

*Begrotingsartikel : 762/74714-60 van de buitengewone begroting van 2014*

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**BESLIST :**

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Considérant le cahier spécial des charges N° TP/FVW/2014/13 relatif au marché "Institut E. Richard 2 - Rénovation des verrières" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 302.500,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 à 1030 Schaarbeek, et que cette partie est estimée à 181.500,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 735/72414-60 ;

Sur proposition du collège;

**Décide:**

**Article 1er**

D'approuver le cahier spécial des charges N° TP/FVW/2014/13 et le montant estimé du marché "Institut E. Richard 2 - Rénovation des verrières", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 302.500,00 € (incl. 21% TVA).

**Article 2**

De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3**

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 à 1030 Schaarbeek.

**Article 4**

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

**Article 5**

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 735/72414-60.

**Article 6**

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van

bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 §1 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Instituut E. Richard 2 - Renovatie van de glazen daken ” een bijzonder bestek met nr. TP/FVW/2014/13 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 302.500,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 te 1030 Schaarbeek, en dat dit deel wordt geraamd op 181.500,00 €;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2014, op artikel 735/72414-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

**Besluit:**

### **Artikel 1**

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. TP/FVW/2014/13 en de

raming voor de opdracht “Instituut E. Richard 2 - Renovatie van de glazen daken ”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 302.500,00 € (incl. 21% btw).

## **Artikel 2**

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

## **Artikel 3**

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 te 1030 Schaarbeek.

## **Artikel 4**

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

## **Artikel 5**

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2014, op artikel 735/72414-60 van de buitengewone dienst.

## **Artikel 6**

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

05.05.2014/A/010 **Ecole "La Farandole" - Rénovation de la salle de gymnastique Approbation des conditions et du mode de passation**  
**School "La Farandole" - Renovatie van de turnzaal Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et

ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° TP/FVW/2014/08 relatif au marché "Ecole "La Farandole" - Rénovation de la salle de gymnastique" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 150.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 à 1030 Schaarbeek, et que cette partie est estimée à 75.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en partie au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 722/72414-60 et à l'article 722/72413-60 (report budget extraordinaire 2013);

Sur proposition du collègue;

**Décide:**

### **Article 1er**

D'approuver le cahier spécial des charges N° TP/FVW/2014/08 et le montant estimé du marché "Ecole "La Farandole" - Rénovation de la salle de gymnastique", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant



estimé s'élève à 150.000,00 € (incl. 21% TVA).

## **Article 2**

De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

## **Article 3**

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 à 1030 Schaarbeek.

## **Article 4**

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

## **Article 5**

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 722/72414-60 et à l'article 722/72413-60 (report budget extraordinaire de 2013).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 §1

3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "School "La Farandole" - Renovatie van de turnzaal" een bijzonder bestek met nr. TP/FVW/2014/08 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 150.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 te 1030 Schaarbeek, en dat dit deel wordt geraamd op 75.000,00 €;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2014, op artikel 722/72414-60 van de buitengewone dienst en op artikel 722/72413-60 (overbrenging buitengewone begroting 2013);

Op voorstel van het college;

## **Besluit:**

### **Artikel 1**

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. TP/FVW/2014/08 en de raming voor de opdracht "School "La Farandole" - Renovatie van de turnzaal", opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 150.000,00 € (incl. 21% btw).

### **Artikel 2**

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

### **Artikel 3**

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 te 1030 Schaarbeek.

#### **Artikel 4**

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

#### **Artikel 5**

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2014, op artikel 722/72414-60 van de buitengewone dienst en op artikel 722/72413-60 (overbrenging buitengewone begroting 2013).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

05.05.2014/A/011 **Centre des sports d'Etterbeek - Rénovation de la toiture et placement de panneaux thermiques - Approbation des conditions et du mode de passation**  
**Sportcentrum van Etterbeek - Renovatie van het dak en plaatsen van thermische panelen - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes

de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Considérant le cahier spécial des charges N° TP/LG/2014/11 relatif au marché “Centre des Sports d'Etterbeek - Rénovation de la toiture et placement de panneaux thermiques” établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 855.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 à 1030 Schaarbeek, et que cette partie est estimée à 675.450,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 764/72313-60 ;

Sur proposition du collège;

**Décide:**

### **Article 1er**

D'approuver le cahier spécial des charges N° TP/LG/2014/11 et le montant estimé du marché “Centre des Sports d'Etterbeek - Rénovation de la toiture et placement de panneaux thermiques”, établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 855.000,00 € (incl. 21% TVA).

### **Article 2**

De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

### **Article 3**

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 à 1030 Schaarbeek.

### **Article 4**

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

### **Article 5**

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 764/72313-60.

## **Article 6**

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 24;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Sportcentrum van Etterbeek - Renovatie van het dak et plaatsen van thermische panelen" een bijzonder bestek met nr. TP/LG/2014/11 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 855.000,00 € (incl.

21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de open aanbesteding;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 te 1030 Schaarbeek, en dat dit deel wordt geraamd op 675.450,00 €;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2014, op artikel 764/72313-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

**Besluit:**

### **Artikel 1**

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. TP/LG/2014/11 en de raming voor de opdracht “Sportcentrum van Etterbeek - Renovatie van het dak et plaatsen van thermische panelen”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 855.000,00 € (incl. 21% btw).

### **Artikel 2**

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de open aanbesteding.

### **Artikel 3**

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Commission Communautaire Française (COCOF), rue des Palais 42 te 1030 Schaarbeek.

### **Artikel 4**

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

### **Artikel 5**

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2014, op artikel 764/72313-60 van de buitengewone dienst.

### **Artikel 6**

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

05.05.2014/A/012 **Intercommunale bruxelloise de distribution d'eau (HYDROBRU) – Redevance d'assainissement communal – Taux d'intervention**  
**Brusselse intercommunale voor waterdistributie en sanering (HYDROBRU) – Bijdrage voor de gemeentelijke sanering - Interventierente**

Le conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 21 janvier 2002 décidant de faire supporter par le budget communal 20% des redevances d'assainissement établies par le Conseil d'administration de l'IBRA ;

Attendu qu'au fil des ans, cette redevance n'a cessé d'augmenter et que le principe de tarification solidaire pour les consommations domestiques a été introduit en 2008 ;

Considérant que, compte-tenu de ces augmentations successives de la redevance mais aussi de la fluctuation de la consommation des ménages, la charge pour le budget communal a connu une constante évolution passant de € +/- 121.600,00 en 2003 à près de € 465.000,00 en 2013 ;

Considérant la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 6 décembre 2012, de réduire la participation de la Commune dans l'intervention de la redevance à 10% voire de supprimer celle-ci à partir de 2014 ;

Considérant qu'en séance du Conseil communal du 17 décembre 2012, la décision a été prise de réduire la participation de la Commune à 10% ;

Considérant que le Conseil communal a acté en cette même séance l'intention de supprimer l'intervention communale à partir de 2014 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

**DECIDE**

De supprimer l'intervention de la Commune dans la redevance d'assainissement pour les années 2014 et suivantes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21 januari 2002 beslissende 20% van de bijdragen voor de sanering, opgesteld door de administratieraad van de BRIS, door de gemeentelijke begroting te laten dragen;

Aangezien dat het bedrag van de bijdrage met de jaren steeds gestegen is en dat het principe van de solidaire tarifiering voor het huishoudelijk verbruik in 2008 ingevoerd werd;

Dat rekening houdende deze opeenvolgende verhogingen van de bijdrage, maar ook de fluctuatie van het huishoudelijk verbruik, de last voor de gemeentelijke begroting een constante evolutie heeft gekend om van ongeveer € 121.600,00 in 2003 over te gaan tot bijna € 465.000,00 in 2013;

Overwegende het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen, in zitting van 6 december 2012, om de deelname van de Gemeente te verminderen op 10% in de interventierente tot eventuele schrapping van deze in 2014;

Overwegende dat in zitting van de gemeenteraad van 17 december 2012, beslissing is genomen om de deelnamen van de gemeente te verlagen tot 10%;

Overwegende dat de gemeenteraad in dezelfde zitting akte genomen heeft over zijn intentie de gemeentelijke bijdrage vanaf 2014 te schrappen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**BESLIST :**

De interventie van de Gemeente inzake saneringsbijdrage voor de jaren 2014 en volgende te schrappen;

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

05.05.2014/A/013 **Budget 2014 - Modification n° 2 - Services ordinaire et extraordinaire**  
**Begroting 2014 - Wijziging nr 2 - Gewone en buitengewone diensten**

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.



05.05.2014/A/014 **asbl "Maison Cauchie" – rue des Francs 5 - Octroi du subside communal pour 2014.**

**vzw "Maison Cauchie" – Frankenstraat 5 - Toekenning van gemeentesubsidie voor 2014.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions et en particulier ses articles 3 et 5 ;

Vu le crédit inscrit à l'article budgétaire 773/332-02 et relatif au subside alloué à l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » ;

Considérant le compte 2013 et le budget 2014 fournis par l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » ;

Considérant qu'à l'analyse de ces documents financiers, il apparaît que l'association répond aux conditions d'octroi de subside ;

**D E C I D E :**

1. d'approuver le compte 2013 et le budget 2014 fournis par l'a.s.b.l.« Maison Cauchie »,

2. de permettre au Collège des Bourgmestre et Echevins de liquider, sur le compte 310-0814238-09 de l'a.s.b.l. « Maison Cauchie », le subside inscrit à l'article budgétaire 773/332-02, soit la somme de 2.500,00 euros.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

gelet op het reglement betreffende de controle op de toekenning van toelagen en in het bijzonder zijn artikels 3 en 5 ;

gelet op het krediet ingeschreven op het begrotingsartikel 773/332-02 en betreffende de subsidie toegewezen aan de v.z.w. « Maison Cauchie » ;

overwegende de rekening 2013 en de begroting 2014 ingediend door de vzw "Maison Cauchie" ;

overwegende dat door het nakijken van die financiële documenten, blijkt dat de vereniging aan de voorwaarden van toekenning van toelagen voldoet;

**B E S L I S T :**

1. de rekening 2013 en de begroting 2014 voorgesteld door de v.z.w. « Maison

Cauchie » goed te keuren,

2. het College van Burgemeester en Schepenen toe te staan, op het rekeningnummer 310-0814238-09 van de v.z.w. « Maison Cauchie », de subsidie ingeschreven op het begrotingsartikel 773/332-02, hetzij de som van 2.500,00 euro.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

05.05.2014/A/015 **Interpellation de Monsieur Damien Gerard relative au lotissement de la parcelle dite du "Mouchoir", rue Louis Hap.**

**Interpellatie van de heer Damien Gerard betreffende de verkaveling van het perceel genaamd de 'Mouchoir' in de Louis Hapstraat.**

Monsieur le Bourgmestre,

Il me revient que le Foyer etterbeekoïse aurait cédé à la Région la parcelle dite du «Mouchoir» située entre les numéros 156 et 160 de la rue Louis Hap dans le cadre du Plan Régional du Logement, à charge pour la Région d'y construire des habitations sociales/à loyer modéré. En soi, il ne s'agit pas à proprement parler d'une surprise étant donné que vous annonciez déjà l'intention de votre majorité de lôtir la parcelle du Mouchoir dans votre déclaration de politique générale.

Nous sommes tous conscients de la problématique de l'accès au logement à Bruxelles et à Etterbeek en particulier. Je m'interroge cependant sur le timing de cette opération alors que la priorité me semble devoir être mise sur la rénovation des logements sociaux existants. Je m'interroge également sur le choix de la parcelle du Mouchoir pour un tel projet compte tenu du fait qu'il s'agit du seul espace vert d'un quartier déjà très densément peuplé, d'une rue encaissée où la luminosité est déjà réduite, d'un espace entouré de maisons à l'architecture remarquable, ainsi qu'en raison de la présence d'autres bâtiments de logements sociaux dans cette rue.

Indépendamment du fait que son bien-fondé ou à tout le moins son timing me semble devoir être réévalué, je regrette avant tout que les riverains n'aient pas été informés directement de ce projet qui va modifier radicalement leur cadre de vie et je déplore que le Foyer ne les ait pas consultés préalablement afin de déterminer avec eux certaines modalités de la cession de la parcelle (gabarit, nombre de logements, parkings, maintien d'un espace vert accessible, etc.). Cela me semble pourtant constituer la base d'une politique d'urbanisme réellement participative.

Compte tenu de ce qui précède, je vous serais dès lors reconnaissant de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. A quelle date la parcelle du Mouchoir a-t-elle été cédée à la Région, quel est le régime exact de cette cession, quel est le timing envisagé de l'exécution des travaux de lotissement et quel est l'implication de la commune dans cette procédure d'exécution?
2. Combien d'unités envisage-t-on de construire, de quelles dimensions, quel est le gabarit envisagé pour le bâtiment et des modalités ont-elles été prévues dans le contrat de cession quant à l'intégration harmonieuse du bâtiment dans le quartier ?
3. Etes-vous disposé à impliquer dès à présent les riverains dans la conception et l'étude de l'exécution du projet de lotissement? Dans l'affirmative, comptez-vous organiser une

réunion d'information avec les riverains, et quand ?

Dans la négative, pourquoi?

4. La commune pourrait-elle conditionner l'octroi du permis d'urbanisme au respect d'une série de modalités à convenir avec les riverains afin d'assurer l'intégration harmonieuse du bâtiment dans leur environnement ?

5. Dans l'éventualité où des travaux de lotissement ne commenceraient pas avant plusieurs mois, voyez-vous un inconvénient à ce que le Foyer etterbeekois collabore avec des habitants afin de renforcer la convivialité de la parcelle du Mouchoir par le biais de certains aménagements temporaires (ex. installation de nichoirs, d'une boîte à livres, d'une table) ?

Merci d'avance pour vos réponses.

*Monsieur le Bourgmestre prend la parole :*

*« La gestion communale présente des particularités intéressantes, à priori, mais je ne le pense pas, on pourrait se dire que dans beaucoup de dossiers il vaut mieux ne rien faire de manière à avoir moins d'ennuis. Exemple : certains se souviendront certainement que nous avons installé une plaine de jeux provisoire sur un terrain à bâtir rue de la Grande Haie, dans le but d'aider le quartier, les familles, les enfants, etc., financée par des charges d'urbanisme. Cette plaine de jeux a eu un succès considérable, à telle enseigne que quand le propriétaire du terrain a introduit un permis qui devait lui être accordé et qu'il a voulu commencer les travaux, les pétitions se sont multipliées. Je me rappelle que même TéléBruxelles était venue filmer la belle aire de jeux qui allait disparaître pour être remplacée par des méchants bâtiments. Peut-être qu'il aurait été mieux de ne pas mettre cette aire de jeux, mais je ne le pense pas. Il faut mesurer, à chaque fois, l'initiative de remplacer un terrain vague par un terrain qu'on utilise dans un intérêt collectif. Quand il s'agit d'un terrain à bâtir, c'est par essence précaire. De manière globale, s'interroger sur le fait qu'on va faire disparaître un espace vert n'est pas une bonne interrogation, ce n'est un espace vert. La commune et son bourgmestre sont là pour respecter les lois et les affectations du projet donc à partir du moment où c'est affecté en terrain à bâtir, on ne peut évidemment pas refuser de bâtir. Madame Carton se souviendra qu'elle avait même appelé à mes talents juridiques pour qu'on ne construise pas dans le parc Bosman, qui n'était pas un parc mais un terrain à bâtir et que le débat était le même. Je pense qu'il était de notre devoir, sachant que ce dossier prendrait du temps, de prendre le risque de susciter un émoi des habitants le jour où ce serait construit mais en tout cas pendant plusieurs années, de permettre que les enfants, les personnes âgées se reposent ou s'amuse dans cette parcelle.*

*C'est le 1<sup>er</sup> février 2013 que le comité de gestion et le conseil d'administration du Foyer ont pris la décision d'intégrer ce terrain dans les demandes de subventionnement du plan régional du logement.*

*C'est le 12 décembre de la même année que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris la décision d'intégrer ce terrain dans le mécanisme de*

subventionnement. Le maître de l'ouvrage ne sera ni le Foyer Etterbeekois ni la commune mais bien la société de logement de la région de Bruxelles-Capitale.

Combien de logements seront construits, quels seront : le gabarit envisagé, le recul, la couleur des briques, est-ce que les châssis seront en bois? La question est totalement prématurée, et vous le savez, puisqu'on ne construit pas un bâtiment sans avoir introduit un permis d'urbanisme.

A l'heure actuelle, aucun permis n'a été introduit, le dossier est encore toujours un dossier papier et personne ne sait vous répondre par rapport à ces questions. Aucune information ne peut être donnée aux riverains puisque personne n'en dispose. C'est la S.L.R.B. en accord avec le Foyer qui va devoir déterminer : un budget, un gabarit, un nombre de logement et sur son parcellaire.

Est-ce que le Foyer Etterbeekois associera les riverains ? Non, c'est la commune qui va le faire en présence du Foyer Etterbeekois. A partir du moment où nous serons saisi d'une demande de permis d'urbanisme. Très actifs dans le domaine de la participation, nous n'attendrons pas la réunion de concertation officielle pour informer les riverains. Comme on l'a déjà fait dans différents dossiers, indépendamment de la procédure officielle, on fera une réunion ou deux le soir. Aujourd'hui on n'a rien à communiquer puisqu'on ne connaît pas ni le timing, ni le type de travaux qui interviendront.

Est-ce qu'il ne faudrait pas, avec les riverains, renforcer maintenant la convivialité de la parcelle du Mouchoir par le biais de certains aménagements temporaires, par exemple l'installation de nichoirs, une boîte à livres, une table? Je pense, qu'à la limite, c'est provocateur que de demander maintenant aux riverains de participer à une opération de convivialité, alors qu'on sait que normalement dans les mois qui viennent on en arrivera à démolir l'ensemble et à discuter de la démolition. Il faut qu'on en débattenne avec le Foyer et le Collège mais ça paraît être trop tôt ou trop tard comme demande. Il y avait plus de pertinence avant qu'un projet ne soit sur la table. J'espère avoir répondu de manière complète à vos questions.»

Monsieur Gérard prend la parole :

« Je dirais à moitié. D'abord, ce sont des habitants eux-mêmes qui ont émis la possibilité, pour quelques mois, quelques années à pouvoir faire quelques petits aménagements temporaires qui auraient simplement rendu l'endroit plus agréable. Je ne pense pas qu'on passerait pour des provocateurs en permettant d'installer une table pour l'été ou une boîte à livres.

Nous, on pointe sur l'implication des habitants. Je conçois très bien qu'il s'agit d'un terrain à bâtir, qu'il va y avoir des demandes de permis d'urbanisme mais je pense qu'on peut être proactif. Réunir les habitants et essayer d'engager un dialogue avec la S.L.R.B., sur le type de bâtiment sachant qu'il se situe vraiment dans un quartier très densément peuplé et qu'il risque de capter un petit peu plus de luminosité dans cette rue. Donc, j'encouragerais le Collège en association avec le Foyer, à être vraiment proactif, à associer les habitants et à essayer de négocier, quelque part, le projet. J'insiste, préserver un endroit, un lieu vert accessible au public. Le « Mouchoir », nom

*particulier parce que c'est une grande parcelle et on pense qu'il y aurait vraiment moyen de garder un espace vert à l'arrière du bâtiment ; accessible via un porche, ou quelques chose comme ça afin que les gens, les habitants des logements sociaux puissent continuer à aller s'asseoir sur un banc avec leurs enfants, lire un journal,... »*

Le sujet est clos.

Entendu.

---

Mijnheer de burgemeester,

Ik herinner me dat de Foyer Etterbeekois het terrein van de 'Mouchoir', tussen de nummers 156 en 160 van de Louis Hapstraat, afgestaan heeft aan het Gewest in het kader van het Gewestelijk Huisvestingsplan ,opdat het Gewest er sociale woningen/goedkope huurwoningen kan bouwen. Op zich gaat het niet echt om een verrassing aangezien uw meerderheid reeds in haar algemene beleidsverklaring aankondigde dat u het perceel van de Mouchoir ging verkavelen.

Wij zijn allemaal bewust van de problematiek van de toegang tot huisvesting in Brussel en vooral in Etterbeek. Ik stel me echter vragen over de timing van deze operatie, aangezien er volgens mij prioriteit gegeven moet worden aan de renovatie van bestaande sociale woningen. Ik stel me ook vragen over de keuze van het terrein van de Mouchoir voor een dergelijk project, aangezien het de enige groene ruimte betreft van een wijk die al zeer dichtbevolkt is, van een ingekapselde straat waar er al weinig licht is, een ruimte die omringd is met huizen van een opmerkelijke architecturale waarde, en wegens de aanwezigheid van andere sociale woningen in deze straat.

Los van het feit dat het nut van het project of op zijn minst de timing m.i. herbekeken moet worden, betreur ik vooral dat de buurtbewoners niet rechtstreeks op de hoogte gebracht zijn van dit project, dat hun leefomgeving drastisch zal veranderen en ik betreur dat de Foyer hun niet op voorhand geraadpleegd heeft om samen met hen na te gaan op welke wijze het terrein afgestaan zou worden (profiel, aantal woningen, parkeerterreinen, behoud van een toegankelijke groene ruimte, enz.). Dit lijkt me echter het fundament van een werkelijk participatief stedenbouwkundig beleid.

Rekening houdend met het voorgaande zou ik u willen verzoeken te antwoorden op de volgende vragen:

1. Op welke datum werd het terrein van de Mouchoir overgedragen aan het Gewest, volgens welk stelsel is dit gebeurd en wat is de verwachte timing voor de uitvoering van de verkavelingswerken en hoe is de gemeente betrokken bij deze uitvoeringsprocedure?
2. Hoeveel eenheden is men van plan te bouwen. Welke afmetingen zullen deze hebben werden er modaliteiten opgenomen in het contract met betrekking tot de harmonieuze integratie van de gebouwen in de wijk.
3. Bent u bereid om de buurtbewoners van u af te betrekken bij het ontwerp en de studie betreffende de uitvoering van het verkavelingsproject? Zo ja, bent u van plan een informatievergadering voor de omwonenden, en wanneer?

Zo nee, waarom?

4. Kan de gemeente de toekenning van de stedenbouwkundige vergunning verbinden aan de voorwaarde om een reeks regels na te komen in overleg met de omwonenden om een harmonieuze integratie van de gebouwen in hun omgeving te verzekeren ?

5. Indien de verkavelingswerken pas binnen verschillende maanden beginnen, zou er dan een probleem mee hebben dat de Foyer Etterbeekois samenwerkt met de bewoners om de gezelligheid van het terrein van de Mouchoir te versterken door een aantal tijdelijke ingrepen (installatie van nestkastjes, een boekendoos, een tafel)?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

*Mijnheer de burgemeester neemt het woord:*

*“Het gemeentelijk beheer heeft een aantal interessante eigenheden, maar ik denk van niet. Je zou kunnen zeggen dat het in veel dossiers beter is om niets te doen om problemen te vermijden. Sommigen zullen zich bijvoorbeeld ongetwijfeld nog herinneren dat we ooit met financiering door stedenbouwkundige lasten een tijdelijke speeltuin aangelegd hadden op een bouwterrein in de Grotehaagstraat om de wijk, de gezinnen, de kinderen enz. te helpen. Deze speeltuin had heel wat succes, zodanig zelfs dat toen de eigenaar van het terrein een bouwaanvraag indiende - die hem toekwam – en hij met de werken wilde beginnen, er de ene na de andere petitie volgde. Ik herinner me nog dat zelfs TéléBruxelles toen de mooie speeltuin die gedoemd was te verdwijnen om plaats te ruimen voor enkele stoute gebouwen is komen filmen. Misschien was het beter geweest er geen speeltuin aan te leggen, maar ik denk van niet. Initiatieven waarbij een braakliggend terrein vervangen wordt door een terrein dat ingezet wordt voor het algemeen belang moet telkens afgewogen worden. In het geval van bouwgronden gaat het sowieso om een tijdelijke situatie. Meer algemeen zouden we ons hier niet mogen afvragen of we al dan niet een groene zone doen verdwijnen. Het betreft hier immers geen groene zone. Het is de taak van de gemeente en haar burgemeester om de wetten en de bestemmingen van het project te doen naleven. Zodra een gebouw bestemd is als bouwgrond kunnen we dus niet weigeren dat er gebouwd wordt. Mevrouw Carton zal zich nog herinneren dat ze zelfs een beroep gedaan heeft op mijn juridisch talent om ervoor te zorgen dat er niet gebouwd zou worden in het Bosmanpark, dat in feite geen park was maar een bouwgrond en waar het dus om hetzelfde debat ging. Ik denk dat het onze plicht was, wetende dat het dossier enige tijd in beslag zou nemen, om het risico te nemen dat het tot ontevredenheid zou leiden bij de bewoners op het moment dat het terrein bebouwd wordt, en toch om gedurende verschillende jaren de kinderen en ouderen de mogelijkheid te bieden om zich te ontspannen of te spelen op dit terrein.*

*Op 1 februari 2013 hebben het beheerscomité en de raad van bestuur van de Foyer de beslissing genomen om dit terrein op te nemen in de subsidieaanvragen van het gewestelijk huisvestingsplan.*

*Op 12 december van datzelfde jaar heeft de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de beslissing genomen om dit terrein op te nemen in het subsidiëringsmechanisme. De opdrachtgever is niet de Foyer Etterbeekois, noch de gemeente, maar de huisvestingsmaatschappij van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.*

*Hoeveel woningen worden er gebouwd, wat zullen de afmetingen zijn, de inspruing, de kleur van de bakstenen, zullen de raamkozijnen van hout zijn?* Deze vraag is volledig voorbarig, en u weet dit, aangezien je geen gebouw kunt bouwen zonder eerst een stedenbouwkundige vergunning in te dienen.

*Op dit moment werd er nog geen enkele vergunning ingediend. Het dossier bestaat dus nog steeds nog enkel op papier en niemand zal u een antwoord kunnen geven op deze vragen. Er kan hierover geen informatie gegeven worden aan de omwonenden omdat niemand over de informatie beschikt. Het is de BGHM die in overleg met de Foyer een budget, de afmetingen, het aantal woningen en de perceelverdeling zal moeten vastleggen.*

*Zal de Foyer Etterbeekois de omwonenden betrekken?* Nee, dit zal de gemeente doen in aanwezigheid van de Foyer Etterbeekois. Vanaf het moment dat we een aanvraag van stedenbouwkundige vergunning ontvangen, zullen wij, die zeer begaan zijn met participatie, niet wachten tot de officiële overlegvergadering om de buurtbewoners te informeren. Zoals we dit al gedaan hebben in verschillende dossiers los van de officiële procedure, zullen we een of twee avondvergaderingen houden. Vandaag kunnen we niets meedelen want we weten niet wat de timing is, noch wat voor werken uitgevoerd zullen worden.

*Moet het terrein niet in samenwerking met de buurtbewoners gezelliger gemaakt worden door middel van een aantal tijdelijke ingrepen, zoals de installatie van nestkastjes, een boekendoos, een tafel?* Ik denk dat het in het beste geval provocerend is om de omwonenden te vragen te participeren in een gezelligheidssoperatie, terwijl we weten dat het in de komende maanden afgebroken zal moeten worden en dat we het over de sloop zullen moeten hebben. We moeten hierover overleggen met de Foyer en het college, maar het lijkt mij dat deze vraag te vroeg of te laat komt. Het zou logischer geweest zijn als er nog geen project op tafel lag. Ik hoop dat ik hiermee een volledig antwoord heb kunnen geven op uw vragen.”

*De heer Gérard neemt het woord:*

*“Ik zou zeggen voor de helft. Ten eerste zijn het de inwoners zelf die de mogelijkheid hebben geopperd om voor enkele maanden of jaren een aantal kleine ingrepen te kunnen doen, gewoonweg om de plek wat aangenamer te maken. Ik denk niet dat het provocerend zou overkomen door de toestemming te geven om er een tafel of een boekendoos neer te zetten voor de zomer.*

*Wij wijzen op de betrokkenheid van de inwoners. Ik begrijp maar al te goed dat het om een bouwgrond gaat en dat er stedenbouwkundige vergunningen zullen worden*

*ingediend, maar ik denk dat we proactief kunnen zijn. We kunnen de inwoners bijeenbrengen en trachten om in dialoog te treden met de BGHM over het type gebouw, wetende dat het hier om een zeer dichtbevolkte wijk gaat en dat het nog meer licht dreigt weg te nemen in deze straat. Daarom moedig ik het college samen met de Foyer aan om proactief te werk te gaan, de bewoners te betrekken en te trachten om op de een of andere manier te onderhandelen over het project om – ik blijf erbij – een plaats, een groene zone te behouden die toegankelijk is voor het publiek. De Mouchoir is op zich een vreemde naam want het gaat om een groot terrein. We denken dan ook dat het werkelijk mogelijk is om een groene ruimte te behouden aan de achterkant van het gebouw, die toegankelijk zou zijn via een portaal of iets dergelijks zodat de mensen, de bewoners van de sociale woningen zich er kunnen blijven neerzetten op een bank met hun kinderen en hun krantje lezen. “*

Het incident is gesloten.

Gehoord.

---

05.05.2014/A/016 **Interpellation de Monsieur du Bus relative aux processus de concertation pour l'aménagement des voiries.**  
**Interpellatie van de heer Du Bus betreffende het overlegproces voor de aanleg van de openbare wegen.**

Monsieur le Bourgmestre,

Depuis plusieurs mois les rues du quartier de l'avenue de l'Armée font l'objet de projets d'aménagement de voiries visant à limiter la vitesse de circulation automobile.

A plusieurs reprises (d'une part via les réponses à l'enquête publique sur le Plan communal de mobilité, d'autre part lors des deux séances d'information des habitants en 2013 et en 2014) les habitants ont demandé à être consultés avant tout nouveau projet d'aménagement. Leur demande portait entre autre sur l'abandon des projets de suppression du parking et sur l'étude d'un plan de mobilité pour le quartier.

Concrètement, les éléments ralentisseurs utilisés à cet effet semblent être des « coussins berlinois ». Il s'agit d'éléments dont la taille (hauteur et largeur) peuvent varier.

Si l'objectif de ralentir la circulation semble partagé par l'ensemble de la population, l'emplacement précis de ces éléments tout comme le type de « coussins » utilisé peuvent faire l'objet de vives discussions.

Ma question est de connaître les processus d'information et de concertation prévus à l'égard de la population locale pour ce type d'aménagement. De savoir si ces processus ont été activés et, le cas échéant, à quel(s) moment(s) et avec quels résultats. Enfin quel est l'agenda précis de ces travaux.

*Monsieur le Bourgmestre prend la parole :*



*« Je ne sais pas si les coussins berlinois sont politiques mais la politique c'est la gestion de la cité et il est vrai que, finalement, quand on met un coussin berlinois sur une voirie c'est un acte politique.*

*Cela étant, je peux prendre l'engagement envers vous de faire une réunion au mois de juin. Plusieurs séances d'information ont eu lieu : le 10 juin 2013 avec tout le quartier Tervueren - Père De Deken – Armée - Saint-Michel – Atrébates. On y avait expliqué le type, la durée des travaux. Des plans ont été présentés, un calendrier avait été donné. Un toutes-boîtes a été fait le 26 août qui avait trait à la réunion du 3 juillet 2013 plus spécifiquement liée à l'avenue de l'Armée, aux parkings, aux accès,... Je ne pense pas, et dans aucune commune du monde, que l'on concerta les riverains pour l'emplacement d'un coussin berlinois. On le fait lorsqu'on veut planter un arbre, lorsqu'on veut mettre un horodateur devant une maison, on essaye toujours de faire en sorte que ce soit positionner au mieux et on demande l'avis des gens. Un coussin berlinois c'est sur la voirie, je ne sais pas en quoi ça pose un problème particulier, ce n'est pas un casse-vitesse mais je n'ai pas soucis pour qu'on refasse une réunion au mois de juin avec le quartier de l'Avenue de l'Armée afin de repréciser ce genre de chose et avoir un débat approfondi à ce sujet.*

*Je crois que vu le nombre de réunions qui ont été organisées, on n'a pas manqué à notre devoir d'information et de concertation à ce sujet. Je sais que certaines personnes qui vous sont proches étaient opposées au placement de ces coussins berlinois. Mais lors de réunions avec l'ensemble des habitants, des demandes et des promesses avaient été faites en ce sens. A un moment donné, dans l'intérêt général et dans l'intérêt des particuliers, il faut prendre une décision et faire plaisir à tout le monde est compliqué. Je n'y ai pas renoncé mais le principe de réalité, s'impose à moi progressivement, tout comme les compteurs de tours d'âge qui avancent et qui fait que nous sommes toujours là mais que nous avons, vous et moi, 30 ans de plus qu'au moment où l'on s'est rencontré. »*

*Monsieur du Bus répond:*

*« Donc j'en retiens deux choses. Vous allez organiser une réunion au mois de juin, c'est une bonne chose. Vous faites référence à quelqu'un qui nous est proche c'est vrai, mais je vais vous dire que ma source information n'est pas uniquement celle-là et j'ai rencontré d'autres personnes qui ont activé des démarches à l'égard de la commune. Elles m'ont même dit qu'un courrier avait été adressé au Collège en date du 13 mars et ils n'ont toujours pas eu de réponse. Certaines personnes se sont adressées au service et ont été remballées en disant que ce n'était pas opportun. »*

*Monsieur le Bourgmestre prend la parole :*

*« C'était au moment où les travaux étaient en cours. Que vouliez-vous qu'on fasse à ce moment-là ? C'est conforme aux décisions prises, commandé à une entreprise. Ce n'est pas parce que quelques riverains ne sont pas contents qu'on va arrêter les travaux. »*

*Monsieur du Bus répond:*

*« L'information, la procédure de sensibilisation et d'implication activées ont été mal comprises, et il est nécessaire de refaire une réunion d'information pour, au moins, mettre l'ensemble de cette population qui a l'air perturbée par la façon dont cette procédure d'implantation des ralentisseurs se déroule. »*

*Monsieur De Wolf prend la parole :*

*« On est d'accord que cette rue, avenue d'ailleurs est large et qu'il est opportun de limiter la vitesse sur cette artère. »*

*Monsieur du Bus répond :*

*« Sûrement, mais je sais, par exemple, qu'il y a eu un panneau ralentisseur indiquant « 30km » et qu'il y a eu une évaluation après la pose de ce panneau. Ce panneau a été posé pendant 5 jours, comment pouvez-vous décemment tirer des conclusions après la pose d'un panneau pendant 5 jours ? »*

*Monsieur De Wolf prend la parole :*

*« Je pense, mais je n'en suis pas sûr, que d'autres dispositifs assez discrets ont été placés. Il s'agit d'une sorte de long fil qui traverse l'avenue, qui précise le nombre de voitures à l'heure qui passent. Ca nous a convaincu qu'il fallait vraiment placer des coussins berlinois. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Madame Taittinger :*

*« Juste dire un petit mot : c'est un quartier que je connais bien et je crois qu'il y a eu effectivement beaucoup de travaux qui ont perturbé les habitants de ce quartier, notamment tous les travaux fait par Sibelga, etc. Il y a donc eu amalgame, un ras-le-bol bien compris :certaines sorties de garage et des stationnements n'étaient momentanément plus accessibles. J'ai aussi été alerté sur le manque d'information des panneaux « Zone 30 » : quand est-ce que la zone 30 commençait? , quand est-ce qu'elle se terminait ? Il y a eu vraiment un concours de circonstances, ce n'est pas seulement les coussins berlinois qui sont demandés par certains et craints par d'autres.*

*J'ai essayé de faire remonter au maximum les informations quand la commune pouvait agir et je pense que ca va se calmer avec l'arrêt des grands travaux de Sibelga. »*

Le sujet est clos.

Entendu.

---

Mijnheer de burgemeester,

Sinds een aantal maanden worden er ingrepen uitgevoerd in de straten van de wijk rondom de Legerlaan om de snelheid van het autoverkeer te beperken.

De snelheidsdrempels die hiertoe gebruikt worden lijken 'Berlijnse kussens' te zijn. Het

gaat om elementen met een verschillende omvang (hoogte en breedte).

De inwoners hebben meermaals (enerzijds via de antwoorden op het openbaar onderzoek over het gemeentelijk mobiliteitsplan, anderzijds tijdens de twee infosessies voor bewoners in 2013 en 2014) gevraagd om betrokken te worden voorafgaand aan elk nieuw inrichtingsproject. Hun vraag had onder andere betrekking op het afzien van de plannen voor het opdoeken van de parking en over de studie van een mobiliteitsplan voor de wijk.

Hoewel de hele bevolking het eens lijkt te zijn over de bedoeling dat de snelheid verlaagd moet worden, kan de precieze plaats van deze snelheidsbeperkende middelen tot verhitte discussies leiden.

Mijn vraag is dus welke informatie- en overlegprocessen er voor dit type inrichtingen gepland zijn ten aanzien van de plaatselijke bevolking. Werden deze processen in gang gezet en, zo ja, wanneer en met welk resultaat. Tot slot zou ik ook willen weten hoe de precieze planning van deze werken eruitziet.

*Mijnheer de burgemeester neemt het woord:*

*“Ik weet niet of de Berlijnse kussens politiek zijn, maar politiek, dat is het beheer van de stad, en dus is het uiteindelijk waar dat je, door een Berlijns kussen aan te leggen, een politieke daad stelt.*

*Dit gezegd zijnde kan ik me tegenover u engageren om een vergadering te beleggen in de maand juni. Er hebben verschillende infosessies plaatsgevonden: op 10 juni 2013 samen met de hele wijk Tervuren-Pater de Deken-Leger-St-Michiel-Atrebaton. Hierop hebben we de aard en de duur van de werken toegelicht. We hebben er de plannen voorgesteld en de planning meegedeeld. Op 26 augustus hebben we een huis-aan-huisbericht verstuurd over de vergadering van 3 juli 2013, die specifiek gericht was op de Legerlaan, de parkeerplaatsen, de toegangen. Ik denk niet dat er één gemeente ter wereld is waar er overleg gepleegd wordt met de omwonenden voor het plaatsen van een Berlijns kussen. Zoiets doe je wanneer je een boom wil planten, wanneer je een parkeermeter wil installeren voor een huis, probeer je dit altijd op de best mogelijke plaats te zetten en in dergelijke gevallen vragen we de mensen om hun mening. Een Berlijns kussen wordt aangebracht op het wegdek. Ik weet niet op welke manier dat een probleem zou veroorzaken. Het is geen snelheidsdrempel, maar ik heb er geen probleem mee dat we nog een vergadering houden in juni met de wijk van de Legerlaan om dit soort zaken uit te klaren en een grondig debat te voeren over dit onderwerp.*

*Ik denk dat we gezien het aantal georganiseerde vergaderingen niet aan onze informatie- en overlegplicht hebben verzaakt in dit verband. Ik weet dat bepaalde mensen in uw naaste omgeving gekant waren tegen de plaatsing van deze Berlijnse kussens. Maar tijdens vergaderingen met alle bewoners werden er hierover vragen gesteld en beloften gedaan. Op een gegeven moment moet je in het algemeen belang en het particulier belang de knoop doorhakken. Het is zeer moeilijk om iedereen plezier te doen. Dit blijft mijn doel, maar het realiteitsbeginsel begint mij steeds meer te dagen, net zoals de teller van onze stijgende leeftijd die maakt dat wij er nog altijd zijn, maar*

*dat we beiden 30 jaar ouder zijn dan toen we elkaar voor het eerst ontmoet hebben.”*

*De heer du Bus antwoordt:*

*“Ik onthoud dus twee dingen. U gaat een vergadering houden in juni, dat is een goede zaak. U verwijst naar iemand in mijn entourage, dat klopt. Maar mijn informatie komt niet enkel van deze bron. Ik heb nog andere personen ontmoet die stappen ondernomen hebben ten aanzien van de gemeente. Ze hebben me zelfs gezegd dat ze een brief gericht hadden aan het college op 13 maart maar nog steeds geen antwoord gekregen hebben. Sommigen hebben zich tot de dienst gericht en werden afgewimpeld met de melding dat het niet opportuun was.”*

*Mijnheer de burgemeester neemt het woord:*

*“Dat was toen de werken bezig waren. Wat had u gewild dat we op dat moment deden? In overeenstemming met wat beslist werd is de opdracht toevertrouwd aan een bedrijf. Het is niet omdat enkele omwonenden ontevreden zijn dat we de werken stopzetten.”*

*Mijnheer du Bus antwoordt:*

*“De gegeven informatie, de sensibilisatie- en participatieprocedure werden misbegrepen en het is nodig dat er een nieuwe informatievergadering gehouden wordt om op zijn minst uitleg te geven aan al deze bewoners, die in de war zijn door de manier waarop de installatie van deze snelheidsbeperkers verloopt.”*

*Mijnheer De Wolf neemt het woord:*

*“U bent het er toch mee eens dat deze straat, een laan trouwens, breed is en dat het wenselijk is om de snelheid op deze weg te beperken.”*

*Mijnheer du Bus antwoordt:*

*“Zeer zeker, maar ik weet bijvoorbeeld dat er vroeger een verkeersbord met de aanduiding 30 km stond en dat er een evaluatie is uitgevoerd na de plaatsing van dit bord. Dit bord heeft er 5 dagen gestaan. Hoe kunt u nu conclusies trekken nadat een bord er vijf dagen gestaan heeft?”*

*Mijnheer De Wolf neemt het woord:*

*“Ik denk, maar ik ben niet zeker dat er andere, vrij discrete, dispositieven geplaatst zijn. Het gaat onder meer om een soort van kabel die over de weg gelegd wordt en het aantal voertuigen telt dat per uur passeert. Op basis van deze informatie hebben we besloten dat het echt nodig was om Berlijnse kussens te installeren.*

*De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Taittinger:*

*“Ik wil gewoon even zeggen dat ik de wijk goed ken en dat ik denk dat er inderdaad heel wat werken geweest zijn die de bewoners van de wijk gestoord hebben, vooral alle werken door Sibelga enz. Er waren een aantal werkzaamheden tegelijk aan de gang, waardoor sommige uitritten en parkeerplaatsen tijdelijk niet toegankelijk waren. Ik ben ook op de hoogte gebracht over het gebrek aan informatie over de zone 30 borden: wanneer trad de zone 30 in werking? Wanneer liep ze af? Er is werkelijk een samenloop van omstandigheden geweest. Het waren niet enkel de Berlijnse kussens die gevraagd door sommigen maar gevreesd door anderen. Ik heb getracht om zo veel mogelijk feedback te geven wanneer de gemeente kon handelen en ik denk dat het nu wel kalmer zal worden nu de grote werken door Sibelga voorbij zijn.”*

Het onderwerp is afgesloten.

Gehoord.

---

05.05.2014/A/017 **Nouvelles nuisances générées par le survol aérien de Bruxelles - Action en cessation environnementale intentée par la Région de Bruxelles Capitale - Intervention de la commune d'Etterbeek.**

**Nieuwe overlast veroorzaakt door de vluchten boven Brussel – Vordering tot staking van de milieuovertreding ingesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Tussenkomsst van de gemeente Etterbeek.**

Le Conseil communal,

Vu la motion relative aux nouvelles nuisances générées par le survol aérien de Bruxelles, votée par le conseil communal en séance du 31 mars 2014 avec 26 voix pour et 3 abstentions;

Considérant l'annonce faite par la Ministre de l'Environnement de la Région de Bruxelles Capitale, Madame Evelyne Huytebroeck, de l'intention du gouvernement d'introduire une action en cessation environnementale contre le plan dit "Wathelet";

Vu le point D. a. de la motion susmentionnée;

DECIDE d'intervenir à la procédure d'action en cessation environnementale régionale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 26 votes positifs, 3 abstentions.

**Ont voté oui :**

Patrick Lenaers, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, Christina Karkan, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Se sont abstenus :**

André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

*Monsieur Van Praet rappelle que cette action en cessation environnementale est subsidiaire à une revendication plus forte, que le Conseil a voté le 31.03.2014, de remplacer le plan au plus vite.*

---

De gemeenteraad,

gelet op de motie betreffende de nieuwe overlast veroorzaakt door de vluchten boven Brussel, goedgekeurd door de gemeenteraad in de zitting van 31 maart 2014 met 26 stemmen voor en 3 onthoudingen;

gelet op de aankondiging van de minister van Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, mevrouw Evelyne Huytebroeck, dat de regering van plan is een vordering tot staking van de milieuovertreding in te stellen tegen het zogenaamde 'plan Wathelet';

gelet op punt D. a. van de bovenvermelde motie;

BESLIST tussen te komen in de vorderingsprocedure van het Gewest tot staking van de milieuovertreding.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 26 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

**Hebben ja gestemd :**

Patrick Lenaers, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, Christina Karkan, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Hebben zich onthouden :**

André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

*De heer Van Praet wijst erop dat deze milieustakingsvordering ondergeschikt is aan een grotere eis, namelijk de eis van de gemeenteraad op 31 maart 2014 om het plan zo snel mogelijk te vervangen.*

*Kathy Mottet quitte la séance*

*Kathy Mottet verlaat de zitting*

---

Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 21h15.  
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting. De zitting wordt gesloten om 21h15.

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,  
De Burgemeester-Voorzitter,

Christian Debaty

Vincent De Wolf